BULLETIN

- DE

L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE



I. S. E. A.

173, Boulevard Saint-Germain
PARIS - VI*

Bulletin de l'Institut de Science Économique appliquée

SOMMAIRE

Avant-propos	3
Joan ROBINSON. — Budget et Inflation	4
PN. ROSENSTEIN-RODAN. — L'avenir du revenu national anglais	12
PN. ROSENSTEIN-RODAN. — L'avenir de la prospérité américaine	20
Otto NATHAN. — Le problème capital de l'économie américaine	29
AC. RICHMOND. — Les problèmes techniques et sociaux de l'Agriculture anglaise	38
Torsten GAARLUND. — Les tendances générales de l'évolution économique	51
RJ. Harrison CHURCH. — L'Industrie britannique du charbon	65

AVANT-PROPOS

Le Bulletin dont l'Institut de Science Economique Appliquée entreprend aujourd'hui la publication offrira aux spécialistes, chaque trimestre, des études de théorie pure et d'économétrie. Il fera connaître les travaux théoriques étrangers dont la guerre n'a pas ralenti le rythme et ouvrira ses colonnes aux contributions originales des économistes francais.

Cantonné dans la technique pure, il ne fera double emploi avec aucune des publications et revues économiques paraissant actuellement en France. La plupart de celles-ci sont d'une haute tenue et offrent périodiquement à leurs lecteurs des études dont on sait l'intérêt et la portée.

Exceptionnellement, la présente livraison réunit des exposés sur la situation économique de l'Angleterre et des Etats-Unis. Les articles qu'elle contient donnent la substance, dans des textes revus par les auteurs, de plusieurs conférences prononcées à l'I.S.E.A. par des économistes anglo-saxons au cours de l'année 1946-1947.

Il a paru que l'effort étendu entrepris par l'I.S.E.A. pour renouer des relations suivies avec les milieux scientifiques étrangers devait laisser trace. L'I.S.E.A. espère que ces textes, de lecture aisée, éclaireront efficacement certains aspects de la situation économique de deux nations amies.

Budget et Inflation

Dans l'inflation, il est nécessaire de distinguer divers éléments. Une hausse du niveau général des prix peut résulter de l'accroissement de la demande relativement à l'offre, ou bien d'une hausse des coûts monétaires.

La hausse des coûts monétaires peut provenir de l'effondrement des changes. C'est à ce type que se rattachaient les grandes inflations de l'autre après-guerre. L'effondrement des changes détermine une hausse brutale du prix des marchandises importées, suivie par contagion d'une hausse des prix des marchandises d'origine nationale. La hausse consécutive du coût de la vie rend nécessaire une hausse des salaires monétaires, et la spirale infernale commence à se dérouler.

Un deuxième cas est celui d'une élévation des salaires monétaires qui déclenche elle-même le mouvement inflationniste. Quelle que soit la cause initiale d'une hausse brutale des prix, une hausse des salaires monétaires s'ensuivra vraisemblablement, et en règle générale une inflation progressive, amenant finalement une fuite devant la monnaie et une dislocation du système économique, ne peut se produire sans l'entrée en jeu de la spirale infernale.

La présente note ne traite pas de l'inflation ainsi entendue. Elle se limite au type de hausse des prix qui résulte d'un accroissement de la demande par rapport à l'offre.

Théoriquement, un boom très prononcé pourrait précipiter l'inflation, mais il n'y a pas d'exemple historique du phénomène. Toutefois le pseudo-boom de guerre, et le boom de reconstruction des stocks qui suit les guerres, causent généralement une inflation prise en ce sens.

Jusqu'à une date récente, on disait que l'inflation est impossible tant qu'il subsiste du chômage. Cette proposition (due à Hawtrey, un important précurseur de Keynes), a joué un grand rôle dans le mouvement qui a émancipé l'analyse économique de la tyrannie de la théorie quantitative. Malheureusement, elle s'est révélée fausse à l'expérience, et contraire à la situation de nombreux pays dans le présent après-guerre. Mais sa signification essentielle demeure valable : à savoir qu'il ne peut y avoir inflation tant que l'offre de biens demeure élastique. La désorganisation économique, l'absence de matières premières essentielles ou la destruction d'installations industrielles peuvent aussi bien que la pénurie de main-d'œuvre empêcher la production de se développer en réponse à la demande. La main-d'œuvre est toujours le dernier goulot d'étranglement pour la production prise dans son ensemble, mais d'autres goulots d'étranglement peuvent prendre très longtemps à élargir, et dans l'intervalle, une inflation est possible qui s'accompagne de chômage.

Considérons maintenant une économie en état de fonctionnement. Dans ce cas, tout accroissement de la demande conduit à un accroissement de la production jusqu'au point de plein emploi. Ce point dépassé, un accroissement supplémentaire de la demande ne conduit qu'à la hausse des prix.

Si l'on supposait que la production possède une haute élasticité jusqu'au point de plein emploi et à ce point devienne brusquement inélastique, il y aurait un point bien défini où l'on pourrait dire : c'est ici que l'inflation commence. Dans la réalité, il n'y a pas de point d'inflexion aussi nettement défini dans la courbe d'offre globale. Des goulots d'étranglement localisés se rencontrent plus tôt pour certaines marchandises, ou dans certaines régions, que pour d'autres. Des heures supplémentaires, des efforts particuliers pour accroître la productivité, rendent à celle-ci un plus ou moins grand degré d'élasticité avant que les limites absolues de la capacité de production soient atteintes. Ainsi l'élasticité de l'offre abaisse graduellement à mesure que la production s'accroît, bien plutôt qu'elle ne passe brusquement d'une valeur infinie à zéro.

Cette considération n'empêche pas d'un point de vue pratique de parler d'une inflation due à la pression de la demande sur l'offre, encore qu'il soit impossible de dire avec exactitude à quel point l'inflation commence.

C'est sous le bénéfice de ces remarques que je désire examiner la relation entre l'inflation et le déficit budgétaire.

On croyait autrefois très généralement qu'un déficit est cause d'inflation parce qu'il détermine un accroissement de la quantité de monnaie. J'estime que c'est là un point de vue parfaitement erroné, et je veux le combattre en lui opposant les trois propositions suivantes :

- 1°) Il peut y avoir inflation sous l'influence des dépenses gouvernementales, même si le budget est équilibré.
- 2°) Un déficit budgétaire peut être cause d'inflation même s'il est couvert par l'emprunt à long terme.
- 3°) Un déficit peut se produire sans être cause d'inflation même s'il est couvert par une création de monnaie.

Examinons successivement ces trois propositions :

1. — Les dépenses du Gouvernement, par exemple en armements, accroissent la demande. Des revenus sont versés aux travailleurs et aux capitalistes pour fabriquer les armements. Le Gouvernement peut couvrir la totalité de sa dépense par des impôts sur le revenu; l'imposition des revenus déterminera une certaine décroissance de la dépense en biens destinés aux civils. Mais les contribuables peuvent maintenir leur niveau de consommation en réduisant leur épargne courante, ou en puisant dans leurs épargnes accumulées.

S'ils réduisent leur consommation dans une mesure moindre que l'accroissement de la dépense gouvernementale, l'emploi s'accroîtra. Les salaires et les profits s'élèveront; à moins qu'il y ait rationnement, il s'ensuivra une demande accrue de marchandises civiles. Si la demande d'armements et de marchandises civiles pris ensemble dépasse la production à pleine capacité, l'inflation entre en jeu.

Ainsi un budget équilibré ne suffit pas à lui seul à garantir qu'il n'y aura pas d'inflation.

2. — Si le même volume de dépenses gouvernementales est couvert par l'emprunt et non plus par l'impôt, la demande de marchandises civiles sera plus grande que s'il est couvert par l'impôt. Ainsi un déficit budgétaire accroît la probabilité de l'inflation.

Avant d'examiner la forme sous laquelle l'emprunt est opéré, il y a lieu de présenter quelques remarques sur le taux d'intérêt.

Si le déficit est couvert par des emprunts à long terme, le taux d'intérêt a des chances de monter. Une hausse du taux d'intérêt tend à réduire la demande : a) en incitant à l'économie, c'est-à-dire à une réduction des dépenses de consommation en vue d'une acquisition de richesse; b) en réduisant l'incitation à l'investissement.

Si nous posons : a) que la consommation n'est pas af-

fectée par le taux de l'intérêt; b) que l'investissement est contrôlé par le Gouvernement et ne dépend pas de la volonté des entrepreneurs à la recherche du profit, le taux d'intérêt n'a pas d'effet sur le niveau de la demande.

Nous reviendrons plus loin sur ce point. Pour le moment admettons que le taux de l'intérêt n'influence pas la demande.

Dans cette hypothèse, la forme d'emprunt à laquelle recourt le Gouvernement n'affecte pas le degré de l'inflation. Le niveau de la demande est déterminé par le taux des dépenses du Gouvernement et des citoyens prises ensemble. Si la demande dépasse la production à pleine capacité, il y a inflation. Si elle lui reste inférieure, il n'y a pas d'inflation.

Le développement de l'épargne est dans tous les cas (en négligeant l'investissement privé) égal au développement des emprunts gouvernementaux. Si le public économise et s'abstient d'acheter des marchandises civiles, les épargnes empruntées par le Gouvernement viendront du public. Si le public n'économise pas suffisamment, il y aura des excédents de profits, et les épargnes empruntées par le Gouvernement proviendront des profits.

L'origine des épargnes est le point qui importe. Si elles proviennent des économies, si elles sont mises de côté avant que l'argent soit entré dans les boutiques, il n'y a aucune pression sur les prix et la richesse s'accumule par petits paquets dans toutes les classes de la population. Si l'épargne provient des profits après que l'argent ait passé par les boutiques, les prix s'élèvent, et la richesse s'accumule dans une classe peu nombreuse de profiteurs. Mais le Gouvernement ne peut contrôler l'origine des épargnes par la simple décision d'emprunter à long terme plutôt que de recourir à une création de monnaie.

Il peut emprunter exclusivement à long terme sans pour autant empêcher qu'il y ait inflation, si la demande totale excède la production à pleine capacité.

3\$. — Si les dépenses du Gouvernement ne sont pas assez considérables pour provoquer une production à pleine capacité, il n'y aura pas d'inflation; et pas davantage si la dépense gouvernementale est compensée par les économies du public, de telle sorte que la demande du public soit réduite dans la mesure exacte où la demande du Gouvernement est accrue.

Cette relation vaut même si le déficit est entièrement couvert par une création de monnaie. Si le déficit est couvert par une créatio de monnaie, il y aura accroissement cumu-

latif de la quantité de monnaie. La monnaie deviendra graduellement de plus en plus abondante, et le taux d'intérêt tombera de plus en plus bas. Le public conservera une part de plus en plus importante de sa richesse sous forme d'argent liquide. En termes de théorie quantitative, la vitesse de circulation de la monnaie s'abaissera continument, mais aussi longtemps que le rythme de la dépense ne varie pas, la pression sur les prix ne varie pas. Si la dépense ne se développe pas à un niveau inflationniste, la création de monnaie ne causera pas d'inflation.

La couverture totale du déficit par l'emprunt à long terme, ou au contraire par la création de monnaie, représentent des solutions extrêmes; la solution intermédiaire, qui correspond en gros à la politique financière britannique d'aujour-d'hui, consiste à choisir le taux d'intérêt dont le Gouvernement désire l'établissement, et de répartir le recours à l'emprunt entre les deux méthodes d'une manière qui maintienne ce taux d'intérêt.

Le déficit se développe à un certain rythme. Les épargnes du public se forment au même rythme. Il y a une certaine quantité d'épargne que le public est disposé à prêter au Gouvernement, disons à 3 %. Le Gouvernement émet des titres à 3 % à ce rythme.

Le reste, le Gouvernement l'emprunte au système bancaire, en laissant s'accroître la quantité totale de monnaie. Les épargnes que le public ne désire pas prêter à 3 %, il les conserve sous forme de monnaie ou de dépôts en banque. La forme du recours à l'emprunt commande le taux d'intérêt, le volume des dépenses financées par l'emprunt commande la tendance à l'inflation.

La méthode de financement mise au jour par le Trésor britannique pendant la guerre était extrêmement ingénicuse. Les obligations étaient vendues à guichets ouverts. Le public était libre de placer en obligations toute la part de ses épargnes nouvelles qu'il voulait. La différence entre le volume des prêts sous forme d'obligations et le déficit était couverte par l'emprunt aux banques. L'emprunt à la Banque d'Angleterre était effectué au rythme requis pour élargir la base du crédit de telle sorte que les Etablissements de crédit pussent maintenir leur couverture traditionnelle tout en prêtant au Gouvernement (en bons du Trésor et en récépissés de dépôts auprès du Trésor — treasury deposit receipts). L'émission des billets était accrue de temps en temps pour faire face

aux besoins de la circulation active et de la thésauration. Ainsi tout le monde pouvait conserver ses épargnes sous la forme qu'il désirait, les uns en obligations, d'autres en dépôts en banque, d'autres en billets dans les lessiveuses, et le taux d'intérêt était maintenu à un niveau stable ou même légèrement décroissant.

Si la demande d'obligation déclinait - situation dans laquelle normalement le taux d'intérêt aurait dû s'élever, il en résultait simplement que moins d'obligations étaient vendues aux guichets, et qu'on empruntait davantage au système bancaire. La quantité de monnaie était par conséquent accrue automatiquement, de façon à corriger la tendance du taux d'intérêt à la hausse. A certains moments, il n'y avait plus preneurs aux guichets, c'est-à-dire que les obligations ne trouvaient plus à se placer. Il y avait alors un danger que le cours des obligations revendues à la Bourse s'abaissât, et qu'il y eut une montée du taux d'intérêt. A ces momentslà le Trésor lui-même achetait des obligations en empruntant aux Banques les sommes correspondantes, en sus du déficit courant ; de la sorte le cours des obligations était maintenu. Une très faible mesure d'intervention dans ce sens suffisait, parce que la conviction générale que les cours seraient maintenus avait pour effet de les maintenir.

A mon sens, cette expérience a pleinement justifié l'analyse théorique de l'inflation présentée ici.

Il y a cependant deux concessions que je crois devoir faire à la conception monitaire de l'inflation.

1) J'ai posé jusqu'ici que le taux d'intérêt n'a absolument aucun effet sur la demande. Si pourtant un taux d'intérêt plus élevé décourage la dépense, il aura quelque influence pour modérer l'inflation. Et si nous considérons un système libre, où les entrepreneurs décident du volume de leurs investissements, un taux d'intérêt élevé peut décourager l'investissement. L'importance de ces effets dépendra beaucoup des circonstances.

D'autre part, plus la quantité de monnaie s'accroît, plus le taux d'intérêt s'abaisse. Si donc le taux d'intérêt a quelque influence sur la demande, la quantité de monnaie se trouve avoir une influence. Je ne considère pas ce fait comme un élément important dans le choix d'une politique anti-inflationniste correcte, mais je le mentionne par souci de précision.

2) Une offre abondante de monnaie facilite l'inflation de

plusieurs manières. Si les prix et les revenus s'élèvent, une quantité plus grande de monnaie est requise par la circulation active, et s'il y a rareté d'argent liquide, la dépense peut s'en trouver réduite, tout simplement parce qu'elle s'opère moins commodément. Cet effet est particulièrement important dans le cas de dépenses illicites; le marché noir prospère à l'aide de billets. Mais je ne crois pas que l'inflation ou le marché noir puissent être éliminés par la simple raréfaction de la monnaie, parce que le public peut toujours improviser des moyens de paiement. S'il n'y a pas de monnaie disponible, on se sert de cigarettes. Par suite, cette concession au point de vue monétaire me semble aussi d'importance mineure.

Dans la formulation présentée ici, on supposait que l'impôt se limitait à l'impôt général sur le revenu. Il y a lieu d'examiner aussi d'autres formes d'impôt. Les impôts indirects ou sur les marchandises élèvent les prix. Ainsi, si un budget est équilibré par des impôts indirects, une bonne part, mais une part seulement, des phénomènes de l'inflation sont démarqués. Les impôts indirects représentent une sorte d'inflation synthétique. Il ne peut pas y avoir de plus grande folie que de considérer ce type d'impôts comme un remède à l'inflation.

Les taxes sur les excédents de bénéfice ne sont pas davantage un remède. Les surprofits sont eux-mêmes une conséquence de l'inflation, et l'impôt sur les profits n'empêche pas la hausse des prix (sauf dans la mesure où ils limitent la dépense des revenus tirés du profit), mais il a le grand avantage d'empêcher l'accumulation de la dette publique.

Dans une communauté où les revenus seraient égaux, l'inflation combinée avec l'impôt sur le profit serait la méthode idéale de financement de la guerre. On laisse monter les prix au point qui égale la demande à l'offre; les profits résultants sont repris par le Gouvernement. Le profiteur joue le rôle de percepteur d'impôts pour le compte du Gouvernement. La charge réelle du prix de la guerre retombe sur les consommateurs, et comme, par hypothèse, les consommateurs disposent au départ d'un pouvoir d'achat à peu près égal, chacun supporte sa juste part du fardeau.

Mais dans une société à revenus inégaux, une hausse générale des prix a de désastreuses conséquences sociales, et c'est précisément pour éviter ces conséquences qu'il est nécessaire de briser l'inflation.

En résumé, l'inflation est un phénomène réel qui doit être combattu par des moyens réels et non par une manipulation monétaire. L'inflation (au sens envisagé ici) provient d'un excès de la demande sur l'offre. Elle peut être combattue, d'une part, en usant de tous les moyens possibles pour accroître l'offre : l'appel de catégories nouvelles de main-d'œuvre sur le marché du travail (femmes mariées, vieillards, classes oisives du temps de paix) la prolongation des heures de travail, l'augmentation du rendement. Elle peut être combattue, d'autre part, en réduisant la demande. Pour réduire la demande, la propagande - les campagnes d'épargne - peuvent avoir un certain effet. La disparition totale de certains biens y concourt aussi : les gens qui ne peuvent pas se servir de leur voiture parce qu'ils ne reçoivent pas de ration d'essence ne dépenseront pas à d'autres objets la totalité du pouvoir d'achat ainsi libéré, parce que (au moins dans l'Angleterre en guerre) il v a très peu de moyens de s'amuser en dépensant de l'argent. Mais avant tout, le rationnement est la méthode appropriée pour limiter la demande. Si le système de rationnement couvre un champ assez vaste et s'il est rigoureusement appliqué, il n'y a pas de danger d'inflation quoiqu'il puisse advenir de la quantité de monnaie.

Joan Robinson.

L'avenir du revenu national anglais

Il est devenu courant de dire que l'Angleterre a perdu la guerre au point de vue économique; que Londres était le centre financier et économique du monde et que cette position est maintenant perdue; que l'Angleterre a liquidé une grande partie de ses investissements internationaux et qu'elle est devenue un pays débiteur; enfin, qu'il faut envisager de la façon la plus pessimiste l'avenir de la puissance britannique.

Un jugement qualitatif de cette nature n'est pas suffisant, et il est nécessaire de se demander quel est l'ordre de grandeur des changements dus à la guerre; il serait donc utile, comme point de départ, de se demander s'il est exact que la Grande-Bretagne n'est plus aujourd'hui un pays créditeur et si elle est devenue un pays débiteur.

Avant la guerre, la Grande-Bretagne possédait environ 4 milliards 1/2 de Livres sterling de capitaux investis à l'étranger, lui procurant un revenu annuel de l'ordre de 200 à 240 millions de livres sterling. Pendant la guerre, elle a d'une part perdu 1/3 environ de ce montant d'investissements à l'étranger et, d'autre part, elle a contracté des dettes qui, ainsi qu'il est apparu lors de la Conférence de Bretton-Woods et à propos de l'emprunt américain, sont actuellement d'environ 4 milliard de Livres sterling. Sa position nette est donc bien celle d'un pays débiteur.

Cependant, malgré la perte d'un milliard 1/2 d'investissements à l'étranger, l'Angleterre en possède encore environ 2 milliards 1/2 sur lesquels elle reçoit un intérêt moyen d'environ 5 %; quant à la dette additionnelle de 4 milliards, même si elle n'était pas réduite dans un avenir prochain à la suite d'accords internationaux, elle comporte un intérêt moyen qui

cst tout au plus de 1 1/2 à 2 %, et il est possible qu'une grande partie de cette dette soit payée en intérêts à courte échéance de 1 %. En définitive, bien que l'Angleterre soit devenue débitrice quant au capital, et malgré un affaiblissement incontestable par rapport à sa situation d'avant-guerre, elle n'est pas devenue un pays débiteur du point de vue économique, puisque le revenu du capital de 2 milliards 1/2 est supérieur à l'intérêt qu'elle doit payer sur sa dette de 4 milliards.

Malgré cela la question reste posée de savoir si la richesse et la prospérité de la Grande-Bretagne vont décroître, rester sur le même niveau, ou s'accroître. C'est sous cet angle que doivent être appréciés tous les facteurs de la prospérité britannique, et spécialement le montant et l'évolution du revenu national. Dans la suite de l'exposé, les valeurs monétaires seront celles de 1938, de manière à ne pas entraîner des complications inutiles en ce qui concerne les indices.

Le revenu national *net*, c'est-à-dire la valeur totale des services produits pendant une année, s'élevait en Angleterre à 4 milliards 1/2 de livres sterling; le revenu national *brut*, c'est-à-dire incluant tous les investissements et non pas seulement les investissements nouveaux, était avant la guerre à peu près de 4 milliards 800 millions de livres sterling.

De ce montant total 240.000.000 de livres sterling représentaient le revenu annuel des investissements à l'étranger et il est certain que les 2/3 environ de cette somme, soit 160.000.000 de livres sterling, sont perdus si on tient compte des intérêts à payer en service de dettes; actuellement, le revenu annuel net des capitaux investis à l'étranger est par conséquent de 80.000.000 de livres sterling environ.

Quelles autres modifications du revenu national peut-on envisager? Il faut tout d'abord constater que l'augmențation considérable de la dette nationale n'a aucune répercussion directe sur le revenu national. C'est ainsi qu'entre 1914 et 1919 la dette nationale de l'Angleterre a augmenté de plus de 500 % (800 millions en 1914, 5 milliards en 1920), mais le revenu national réel par habitant est resté à peu près constant entre 1913 et 1923. En d'autres termes, malgré le coût énorme de la guerre de 1914-1918 et l'augmentation de 500 % de la dette nationale, le revenu national de la Grande-Bretagne n'a pas diminué.

On a fait à cette théorie des objections sérieuses, en prétendant qu'elle était l'œuvre d'économistes et de statisticiens qui aboutissaient à une démonstration illusoire. On avait, en effet, avant la guerre, tendance à penser que le revenu national par habitant augmente à raison de 1 à 1 1/2 % annuellement. Par conséquent, le revenu national de 1923 aurait dû être supérieur de 10 % au revenu national de 1913; s'il n'en est pas ainsi, c'est que l'augmentation de la dette nationale a provoqué en réalité une diminution du revenu national.

Nous répondrons en faisant remarquer que les statisticiens ont commis une erreur : celle de ne pas inclure dans leur définition du revenu national, soit nominal, soit réel, l'élément très important que constitue la durée de la semaine de travail. Il est exact qu'en termes réels le revenu national anglais a montré la même tendance à s'accroître entre 1913 et 1923, c'est-à-dire qu'en termes réels le revenu de 1923 dépassait celui de 1913 de 10 % au moins ; mais le peuple anglais a préféré consacrer cette augmentation de revenu aux loisirs plutôt qu'à la production de biens industriels. Si donc on tient compte du fait qu'entre 1913 et 1923 la durée de la semaine de travail a été ramenée à 48 heures, on constate que la valeur totale des services produits n'a pas, en fait, diminué, et qu'en termes d'heures de travail le revenu national a continué à croître de la même façon qu'avant la guerre.

市市

Si l'on s'attache maintenant à l'évaluation quantitative des variations du revenu national dues à la dernière guerre, l'attention est attirée tout d'abord par les dommages permanents qu'il importe d'évaluer statistiquement.

Une grande partie du coût de la guerre a été payée par une restriction de la consommation qui, en termes réels, a diminué de 16 à 18 %. Cela signifie que 16 % de la consommation anglaise ont contribué à financer le coût de la guerre, et c'est la raison principale pour laquelle ce financement a été effectué sans qu'il en résulte des charges trop lourdes pour la génération suivante.

Le financement de la guerre aurait pu aussi être assuré par la diminution des sommes consacrées au maintien du capital. Heureusement, il n'a pas été possible, pendant une guerre industrielle, de réaliser des économies considérables sur ce poste. La seule catégorie de biens capitaux qui ait été négligée est celle des maisons d'habitation. En ce qui concerne l'équipement industriel, le maintien du capital a été assuré,

sauf pour la première année de la guerre. Par conséquent, la quantité de biens qui devra être consacrée à la compensation du maintien du capital négligé pendant la guerre ne dépassera pas le chiffre de 25 à 30 millions de livres sterling.

La perte de revenus apparaît ainsi de 180 millions de livres sterling, annuellement : 80 millions correspondant à la diminution des investissements à l'étranger, et 20 millions environ correspondant au maintien du capital. De plus, la perte annuelle résultant des dettes contractées à l'étranger, soit 4 milliards de livres, si l'intérêt est de 2 %, doit être à peu près de 80 millions de livres par an. On doit aussi tenir compte des pertes de recettes des transports maritimes d'un minimum de 40 millions de livres.

Le premier de ces éléments est relatif à la main-d'œuvre. Pendant la guerre, une semaine de travail de 60 heures au lieu de 48 heures jointe à la contribution à la production de personnes qui en temps normal étaient sans emploi, a eu pour conséquence une augmentation de la main-d'œuvre civile de 7 à 8 % environ. C'est cette augmentation de 7 à 8 % de la main-d'œuvre qui, après les 16 % de diminution de la consommation, a été le second élément de financement de la guerre.

Il est évident que la semaine de 60 heures doit être abandonnée. Même si la semaine de 46 heures, telle qu'elle est pratiquée actuellement, était maintenue encore pour un certain temps, la quantité totale de main-d'œuvre ne sera pas supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. Toutefois, elle sera supérieure au niveau d'avant-guerre, pour deux raisons.

D'une part, les pertes subies du fait de la guerre seront compensées par l'entrée dans la production des classes plus jeunes. D'autre part, alors qu'il y avait avant la guerre un chômage permanent de 8 à 10 % de la totalité de la maind'œuvre, une politique intelligente de plein emploi, même si elle ne peut pas être appliquée sur une aussi grande échelle qu'aux Etats-Unis, peut cependant réduire de moitié le montant du chômage. Il s'ensuivrait un accroissement de 5 % du revenu national; quelle que soit la tendance politique du Gouvernement, le Parlement et l'opinion publique demanderont et obtiendront une politique de plein emploi. Or, une augmentation de 5 % de l'emploi, c'est-à-dire du revenu national, si on compare la situation actuelle à la situation d'avant-guerre, signifie une augmentation du revenu net de 250 millions de livres sterling à peu près.

Un autre élément important de la richesse anglaise provient de ce qu'on appelle les termes des échanges internationaux, ou encore le prix relatif, dans la balance commerciale de la Grande-Bretagne, des produits importés et des produits exportés. C'est un élément dont il est difficile de discuter, car il est presque impossible d'en connaître à l'avance l'importance et la direction.

D'une façon générale la Grande-Bretagne est un pays très modéré; en matière de balance des comptes, c'est au contraire un pays extrémiste. Les statistiques du commerce international entre 1920 et 1939 montrent que l'équilibre de la balance des paiements de l'Angleterre était dû, dans la dépression, au fait que les prix des produits alimentaires et des matières premières importés tombaient à un niveau beaucoup plus bas que les prix des produits industriels exportés; les gains en valeur des exportations compensaient alors la perte en volume. Par contre, dans les périodes de « boom », les prix relatifs des produits importés augmentaient plus que les prix des produits industriels exportés, mais le volume des exportations augmentait dans une telle mesure que la perte subie était compensée.

Les seules périodes pendant lesquelles l'Angleterre ne pouvait obtenir l'équilibre de la balance des paiements étaient les périodes normales, c'est-à-dire celles où les prix des produits alimentaires et des matières premières ont augmenté mais pendant lesquelles le volume du commerce international reste inchangé.

Or il est impossible de savoir quelles seront à l'avenir les relations entre les prix des produits alimentaires et des matières premières qui forment la plus grande partie des importations anglaises, et les prix des produits industriels, biens d'équipement, machines, etc., qui forment la plus grande partie des exportations.

Néanmoins, tous les projets internationaux relatifs au commerce international, même des projets anglais et américains, acceptent l'idée d'une stabilisation des prix des matières premières. Or, stabilisation des prix signifie, dans la plupart des cas, augmentation des prix, car il est incontestable que ce sont les prix des produits alimentaires et des matières premières qui avaient le plus souffert de la dépression. De ce fait, en termes d'échanges internationaux, la tendance qui s'affirme est défavorable à l'Angleterre.

Il est difficile d'évaluer l'ordre de grandeur de la perte

qu'entraînera ce changement des prix relatifs des produits alimentaires et des produits industriels pour le revenu national anglais. On peut formuler différentes hypothèses. Un jugement quantitatif moyen permet d'apprécier cette perte pour le revenu national futur de la Grande-Bretagne à environ 200 millions de livres sterling.

Parmi les autres éléments négatifs de variation du revenu national, il en existe un qui a en premier lieu une portée politique mais aussi une répercussion économique considérable. L'armée constitue le plus important des éléments de cette espèce. Avant la guerre, l'armée anglaise ne comptait que 400.000 hommes, la plupart étant dans la marine ou dans les troupes coloniales. Quoique différents projets aient été établis pour l'après-guerre, il est impossible de savoir si l'armée anglaise comprendra en 1950 un million ou 2 millions d'hommes. Pour un économiste, la meilleure solution serait qu'il n'y ait pas d'armée du tout; néanmoins, en se référant à l'opinion publique en Angleterre, il semble probable que les forces armées comprendront un million d'hommes environ.

Or, un million d'hommes et 400.000 ouvriers pour leur équipement représente approximativement 5 % de la main-d'œuvre totale, soit 200 millions de livres sterling au pouvoir d'achat d'avant-guerre, ou encore une diminution du revenu national réel de 200 millions de livres sterling.

Une autre variation du revenu national provient de ce qu'on pourrait appeler « l'extension non productive » de l'action gouvernementale. On sait que l'institution d'un système de sécurité sociale n'entraîne pas de coûts additionnels considérables. Rappelons cependant que le revenu brut d'avant-guerre, approximativement 5 milliards de livres, se décomposait en trois parties : 3 milliards 1/2 de livres pour la consommation civile, 800 millions de livres pour la dépense du Gouvernement et 700 millions de livres pour les investissements nets et le maintien du capital. Or, les dépenses du Gouvernement vont évidemment s'accroître de façon importante et passer probablement de 800 millions à un milliard de livres sterling.

On peut maintenant apprécier de façon plus précise les chances futures de la prospérité de la Grande-Bretagne.

Il faut tout d'abord faire une distinction entre deux éléments : la tendance future du revenu national et la tendance de la consommation. En effet, si une prospérité accrue correspond en dernière analyse à une augmentation de la consom-

mation, un revenu national accru peut cependant, du moins pendant un certain temps, être accompagné d'une diminulion de la consommation, à condition que les investissements augmentent. Ce choix entre ces deux notions de prospérité peut être ramené à une question de terminologie.

La somme des éléments négatifs affectant le revenu national entraîne une perte totale qui va être au moins de 800 millions de Livres et qui n'est compensée que par un élément positif de 250 millions dû à la politique de plein emploi. En d'autres termes, le revenu national accuse une perte de 550 millions de Livres sterling, soit de plus de 10 % de son montant d'avant-guerre. On se trouve donc en présence d'une perte économique réelle due à la guerre.

Fort heureusement, cette perte est compensée par la tendance à l'augmentation continue du revenu national de tous les pays industriels, augmentation qui a été évaluée à 1 1/2 % par an, d'après les statistiques industrielles sur la productivité par ouvrier. De ce fait, l'accroissement de l'efficacité de la productivité anglaise pendant les 6 années de guerre a pour résultat une augmentation de 10 % aprroximativement du revenu national, soit 500 millions de Livres, le revenu national étant dans les années d'avant-guerre de 5 milliards de Livres environ.

Si on tient compte de l'affaiblissement de la position financière de l'Angleterre, des changements dans les prix relatifs des produits importés et exportés, du programme de plein emploi, il apparaît qu'en définitive le revenu national tend à se retrouver à peu près constant. Il est vrai que l'augmentation continue du revenu qui avait eu lieu jusqu'à la guerre a été arrêtée, mais on peut émettre l'hypothèse que le revenu national anglais, tout au moins après quelques années, ne sera pas de beaucoup inférieur au revenu d'avant-guerre.

Les inégalités économiques entre les divers Etats ont montré une tendance constante à s'accuser de plus en plus; les pays riches deviennent plus riches et les pays pauvres restent pauvres.

Ceci est une constatation qu'impose l'étude économique de la société internationale et que tous les programmes d'accords internationaux devraient avoir pour but de modifier. Elle provient du fait que les coûts en termes de capital sont bien plus élevés dans un pays arriéré qu'ils ne le sont dans un pays avancé. Or, les différences de salaire ne suffisent pas à compenser cette différence. En effet, un pays riche est un pays où les industries fondamentales telles que les transports et l'électricité ont un excès de capacité et où la création d'une industrie nouvelle, par exemple une usine textile, entraîne des coûts bien inférieurs aux coûts de création d'une entreprise supplémentaire dans un pays pauvre. Celle-ci nécessite, en effet, la construction d'une centrale électrique nouvelle, d'une ligne de chemin de fer, etc. Les conséquences de cette infériorité ne peuvent être enrayées que par une action planifiée internationale.

Or, l'Angleterre est un pays riche qui va continuer à s'enrichir. Penser qu'elle a perdu la guerre du point de vue économique est une erreur. Tout au plus, peut-on dire que l'augmentation régulière du revenu national, qui traduisait le progrès continu de la richesse économique anglaise, a été momentanément interrompu. Mais la tendance, à longue échéance, se révèlera la plus forte, et l'avenir de la prospérité anglaise semble assuré.

Peut-être n'en est-il pas de même pour les pays de l'Europe occidentale, placés à la marge des pays qui peuvent se join-dre aux nations riches, mais qui risquent aussi bien de devenir pauvres.

P. N. ROSENSTEIN-RODAN.

L'avenir de la prospérité américaine

Les gens de cour de l'ancienne Egypte tremblaient pour la santé de Pharaon plus que Pharaon lui-même, parce que si Pharaon mourait ils étaient ensevelis dans la même tombe...

Si nous discutons plus passionnément les chances et l'avenir de la prospérité américaine que les Américains euxmêmes, c'est que nous sommes un peu dans cette même situation. Les Américains, jeunes, vigoureux, darwiniens dans leur mentalité, croient qu'ils pourraient supporter une nouvelle crise sans grand dommage ni fracas. Nous autres en Europe, plus âgés ou plus fatigués, nous pensons au proverbe russe qui dit : « Avant qu'un homme gras maigrisse, le maigre périt »...

C'est là une raison pratique pour laquelle un économiste s'intéresse à l'avenir de la prospérité américaine. Mais il y a aussi d'autres raisons qui fascinent le technicien économiste. Il y trouve une révélation curieuse de ce grave problème économique, l'embarras des richesses.

Ce n'est pas là une plaisanterie; c'est un problème qui exige un effort d'imagination, d'organisation, de politique économique que beaucoup d'entre nous redoutent et que les Américains, combinant une technique de premier ordre et une mentalité idéologique du XIX° si.cle, ne seront peut-être pas capables de fournir.

Il y a une troisième raison encore pour laquelle nous nous intéressons à ce problème. La politique de plein emploi est aujourd'hui à la mode. Elle est citée dans tous les cours d'économie politique, dans toutes les revues et dans tous les Congrès Internationaux, mais on y attache moins d'importance aux Etats-Unis qu'en Angleterre. Et pourtant ce n'est qu'au E.-U. qu'elle est d'une urgence et priorité indiscutables.

Il y a eu en Angleterre entre les deux guerres, c'exta dire entre 1920 et 1940, un chômage de 2 millions d'ouvriers en moyenne représentant à peu près 10 % de la main-d'œuvre. Or, on sait que 5 à 600.000 chômeurs représentent à penprès le chômage irréductible, plutôt statistique que cyclique puisqu'il s'agit d'ouvriers qui se trouvent entre deux emplois au jour du recensement (Pratiquement, on ne peut jamais avoir un emploi surpassant 19 millions et demi en Angleterre). Ainsi, 7 % environ de la main-d'œuvre représentaient le chômage qu'une politique plus intelligente de plein emploi aurait pu et aurait dû éviter.

Un tel pourcentage n'est pas négligeable — surtout pour les économistes qui connaissent le principe marginal — Cela signifie en termes quantitatifs que le revenu national anglais qui était, en termes de prix, de 4 milliards et demi en 1938, aurait pu être de 4 milliards 750 millions; 250 millions de Livres Sterlings auraient pu être épargnés et contribuer à augmenter le revenu national.

Néanmoins, ce n'est pas l'emploi total qui constitue la tâche principale en Angleterre : les statistiques, investigations et enquêtes récentes, ont démontré que si l'on comparaît la productivité par ouvrier dans l'industrie américaine et dans l'industrie anglaise, celle-ci ne serait que 50 % de celle-là. Par conséquent, toute réforme, toute réorganisation, toute rationalisation qui pourrait augmenter la productivité des ouvriers dans l'industrie anglaise pourrait augmenter le revenu national de bien plus de 7 %; c'est dire qu'il faut certes avoir une politique économique de plein emploi, mais que la question de la productivité de l'industrie est encore bien plus importante en termes quantitatifs et d'une urgence bien plus grande.

Il n'y a qu'un pays au monde où la politique de plein emploi soit d'une urgence absolue et d'une priorité qui en fait la question essentielle, ce sont les Etats-Unis : ici la productivité par ouvrier dans l'industrie est déjà extrêmement élevée et ne pourrait être augmentée considérablement qu'au prix d'une surcapitalisation très coûteuse. D'autre part, entre les deux guerres, il y a eu aux Etats-Unis un pourcentage bien plus élevé de chômeurs qu'en Angleterre. Bien que personne ne connaisse avec précision cette proportion, puisqu'il n'y a pas eu de statistiques rigoureuses, on sait que les estimations varient de 12 à 16 millions : quelques-unes disent même 20 millions. Un tel chiffre représente au moins 15 % de la main-

d'œuvre et probablement de 15 à 25 %. C'est dire que le revenu national des Etats-Unis — revenu national si élevé qu'une dépression aux Etats-Unis provoquerait sans doute une catastrophe dans le reste du monde — aurait pu être augmenté de 15 %, de 20 % ou de 25 %.

Voilà donc le problème économique qui est primordial aux Etats-Unis, et qui pour l'ensemble même du monde est le plus important et le plus urgent.

*

La question essentielle aux Etats-Unis est celle que les économistes anglo-saxons désignent sous le nom de « vide déflationniste ». Il se produit dans toute économie où, le revenu national étant très élevé, l'épargne tend à devenir plus grande que l'investissement. L'investissement ne pouvant absorber toute l'épargne, il se produit une déflation génératrice de chômage.

La nécessité de maintenir l'emploi aux Etats-Unis étant admise, la discussion porte sur les méthodes susceptibles de combler le vide déflationniste. Les Américains réussiront-ils à y appliquer les moyens nécessaires ?

Nous tenterons d'abord un pronostic sur le déroulement des événements aux Etats-Unis dans un proche avenir, par exemple au cours des deux prochaine sannées, période que l'on pourrait qualifier de « stocking boom » ou boom de reconstitution des stocks; puis nous nous demanderons si, cette période une fois passée, on ne parviendra pas au point critique et quelle sera la tendance pendant les 5 ou 10 années suivantes.

La difficulté première concerne le technicien, le mathématicien ou le théoricien économiste : elle réside dans la façon dont le problème pourrait ou devrait être résolu. Je suis persuadé qu'il y a des solutions. On pourrait objecter que s'il existe une solution aucun problème ne se pose, mais dire qu'il y a une solution et penser que cette solution sera acceptée, sont deux choses bien différentes. Aussi passerons-nous en revue les divers moyens par lesquels le problème de l'emploi total aux Etats-Unis pourrait être résolu.

La tâche de notre temps est de former l'opinion, de la préparer à accepter une de ces solutions et de créer aux Etats-Unis le climat approprié du point de vue social, psychologique et politique. Malheureusement il est probable qu'aucune des cinq solutions par lesquelles ce problème pourrait se résoudre ne sera acceptée aux Etats-Unis.

La première façon de réaliser le plein emploi aux Etats-Unis serait la mise en œuvre d'un programme d'industrialisation des Etats du Sud, c'est-à-dire des Etats non industrialisés de l'Union. Au lieu d'une Tennessee Valley Authority, il pourrait ainsi s'en créer 5, 6 ou 7 dans les Etats du Sud, Etats agricoles producteurs de coton. Les machines, les biens de production que l'industrialisation exigerait donneraient de l'emploi à cette partie de l'économie américaine qui a une capacité maxima d'absorption.

Cette proposition si raisonnable sera sans aucun doute rejetée.

Pourquoi ? Certes, un propriétaire du Cotton Belt des Etats du Sud qui gagne 10, 12 ou 15.000 dollars par an gagnerait bien davantage si l'industrialisation était acceptée. Mais en même temps son ouvrier nègre passerait de 5 ou 600 dollars à 1.000 ou 1.200 dollars et deviendrait absolument indépendant. Or, l'ouvrier n'est pas absolument indépendant dans cet ordre féodal qui présente certains avantages pour quelques classes de la société et la classe dirigeante des Etats du Sud ne manquerait pas de s'opposer à ce programme d'industrialisation.

Il y aurait aussi une résistance plus importante d'ordre idéologique. Une T.V.A. reste une exception; plusieurs exceptions changeraient le système et le tabou de l'entreprise privée, vache sacrée des Etats-Unis, ne serait plus respecté.

La seconde manière, d'apparence paradoxale, serait une politique d'immigration aux Etats-Unis. Une immigration d'un million d'ouvriers par an créerait un emploi additionnel bien supérieur à 1 million. Des travaux intéressants ont montré qu'un ouvrier provoque des investissements allant de 6 à 8.000 dollars par an. Une immigration annuelle d'un million d'ouvriers donnerait donc lieu à des investissements supplémentaires d'environ 8 milliards de dollars. Or, tous les calculs relatifs à l'importance du vide déflationniste aux Etats-Unis lui attribuent un ordre de grandeur de 10 milliards de dollars, autrement dit l'épargne dépasse l'investissement de 10 milliards de dollars. Une telle politique d'immigration, si elle était acceptable, constituerait donc une solution très rationnelle du problème économique du monde en même temps que du problème économique américain. Mais elle ne sera pas acceptée.

Une solution très populaire, souvent préconisée au cours des années 1941-1942, était la continuation de la politique du New-Deal : déficit budgétaire et travaux publics. Cependant, pour parer à des troubles déflationnistes plus accusés qu'au temps du New-Deal, il faudrait envisager des travaux publics bien plus importants. Mais en 1943 s'est produit un revirement très significatif de l'opinion publique américaine et cette solution (travaux publics — déficit budgétaire) n'a plus trouvé autant de particans. Nombreux furent ceux qui alors proposèrent une autre manière de résoudre le problème : le surplus d'exportation. C'est aujourd'hui encore la manière de voir la plus répandue aux Etats-Unis.

Dans toutes les revues, dans toutes les publications américaines de 1941-1942, le déficit budgétaire et les travaux publics dominaient le programme de politique économique. Dans toutes les revues, dans toutes les publications américaines de 1943 à 1945, c'est l'exportation, qui, avec des arguments très divers, est présentée comme le remède spécifique du vide déflationniste. Il importe donc de l'étudier de très près.

Auparavant, nous citerons encore une solution virtuelle qui, quoique susceptible de dénouer le problème, n'a pas plus de chances d'être acceptée. Ce serait l'introduction aux Etats-Unis d'une semaine de travail réduite, de 32 ou 36 heures (1), par exemple, et une utilisation des dividentes d'investissement internationaux telle que le surplus d'importation soit distribué aux ouvriers en supplément de leur salaire. Cette politique constituerait, du point de vue américain, une solution rationnelle, non seulement de plein emploi mais aussi d'investissement. Toutefois, si l'on réfléchit à la signification de cette solution, on voit qu'elle suppose une réorganisation de l'Etat telle que les dividendes et les produits qui représentent l'intérêt des investissements américains soient importés et distribués à une entreprise d'Etat. Sa mise en œuvre impliquerait un changement de l'appareil du pays et s'opposerait à la conception américaine de la vie, qui est très paradoxale. Les Américains sont, en effet, des gens qui non seulement travaillent beaucoup, mais qui aiment travailler et qui veulent travailler. Le programme d'une semaine de 32 ou de 36 heures

⁽¹⁾ L'introducion d'une semaine de travail réduite augmenterait la proportion à consommer — tâche principale pour combler le vide déflationniste — mais au prix d'une réduction du revenu national. L'utilisation des dividentes d'investissements internationaux (importations) pour suppléer les salaires pourrait éviter cette réduction du revenu national.

les épouvanterait! De plus, d'autres problèmes se poseraient: problèmes de politique sociale, par exemple, car il est évident qu'une semaine de travail de 36 heures ne serait applicable que dans l'industrie et non dans l'agriculture. Or, il y a aux Etats-Unis, de ce point de vue, deux nations: la nation industrielle et la nation agricole, tout à fait différentes l'une de l'autre. Une réforme portant sur la longueur de la journée ou de la semaine de travail, qui serait une solution rationnelle du problème américain et du problème économique international, rendrait ce conflit entre ces deux nations américaines beaucoup plus profond encore. La résistance à cette réforme serait telle qu'elle nous paraît avoir bien peu de chances de jamais être acceptée.

Ce qui nous reste alors, c'est le dernier cri de toutes les publications américaines : les exportations. Comment les Etats-Unis pourraient-ils réaliser ce programme ? De deux façons.

La première consisterait à exporter davantage en accroissant les importations, c'est-à-dire à opérer une réduction des tarifs de douane : c'est le programme de Cordell Hull et des libéraux américains.

Sans aucun doute, les chances actuelles de réduction des tarifs de douane, même considérable, et allant peut-être jusqu'à 40 ou 50 %, sont très favorables. Quelques libéraux de Londres sont enthousiasmés par cette perspective et ils croient que l'Angleterre remportera alors une victoire économique. Nous pensons, quant à nous, que pour avantageuse que soit cette méthode elle est loin de constituer la solution du problème économique international ou même du problème du plein emploi aux Etats-Unis. Il faut se rappeler, en effet, que la productivité de l'industrie américaine est très élevée et qu'une bone partie du tarif douanier américain est superflue - Sa réduction n'augmenterait pas les importations des Etats-Unis dans la mesure espérée. D'autre part, il y a une considération théorique qui ne doit pas être oubliée : la raison pour laquelle les américains veulent augmenter leur exportations c'est que le multiplicateur d'exportation est élevé.

Mais il ne faut pas oublier que, de son côté, le multiplicateur d'importation n'est pas faible et qu'il est négatif. De ce fait, si l'on augmente les exportations et les importations dans la même proportion, les exportations créeront bien de l'emploi additionnel aux Etats-Unis — mais les importations créeront du chômage additionnel. Là se trouve le nœud du problème.

Si l'on applique la théorie du commerce international fondée sur les coûts comparatifs, il semblerait tout d'abord que la haute productivité de l'industrie américaine présente des avantages comparatifs dans de nombreuses branches. Mais cette théorie est trop statique, étant construite sur l'hypothèse d'un nombre donné et fixe de types de biens.

Si on compare les coûts de production de tous les produits industriels en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, on observe une certaine proportion entre ces coûts, avec des avantages et des désavantages comparatifs. Mais l'étude des statistiques du commerce international dans la dernière décade montre que les produits qui en composaient la partie croissante étaient des produits nouveaux qu'on ne pourrait inclure dans la théorie statique des coûts comparatifs. En effet un produit nouveau, par exemple une mode nouvelle, un dessin nouveau n'est pas produit dans d'autres pays et il n'y a pas lieu de mettre en balance les coûts comparatifs d'un pays à l'autre. Ce sont précisément ces biens nouveaux qui sont destinés à jouer un rôle toujours plus considérable dans le commerce international.

Il est vrai que si un produit de cette espèce est introduit aux Etats-Unis, l'industrie américaine, très efficace, va très vite être en état de l'imiter. Les importations cesseront donc et il faudra inventer d'autres produits, susceptibles d'être achetés par les Etats-Unis. Toute cette série de produits nouveaux, dynamiques, seront inventés dans d'autres pays, exportés aux Etats-Unis durant quelques années mais produits peu après en Amérique. Ce mécanisme peut donc constituer une solution partielle du problème.

L'autre façon d'organiser ce programme serait de créer un surplus d'exportation par l'investissement international, ce peut même être une solution de longue durée et une solution très heureuse.

Mais puisque nous sommes en Europe et non pas aux Etats-Unis, il faut avouer qu'il y a un obstacle du point de vuc américain égoïste, obstacle qu'il serait prudent de ne pas trop souligner; en effet les investissements internationaux ne sont pas une aussi bonne solution du problème de l'emploi total que les Américains l'imaginent.

Si on compare le multiplicateur d'investissements internationaux avec le multiplicateur d'investissement national, il est certain que le multiplicateur d'investissement national sera plus élevé, c'est-à-dire qu'une somme quelconque investie aux Etats-Unis, par exemple un milliard de dollars, créera un emploi supérieur à l'emploi que créerait un milliard d'investissement sous forme d'investissements internationaux. La raison en est claire : une étude statistique des investissements nationaux et internationaux montre que 40 à 50 % de leur montant total sont consacrés à des travaux de construction qui emploient en premier lieu de la main-d'œuvre locale et des matériaux locaux. Ainsi, comparé à l'investissement extérieur, tout investissement à l'intérieur des Etats-Unis donne lieu à un montant d'emploi égal, à moitié prix.

Tout investissement international, du point de vue de l'économie mondiale, donne lieu au même multiplicateur, mais du point de vue américain la moitié de l'emploi créé le sera en dehors des Etats-Unis : ce seront les travaux de construction en Chine, dans les Indes, dans l'Europe de l'Est, qui prendront la moitié du multiplicateur dû aux investissements internationaux.

En dépit de ces considérations et en raison de la résistance sociale et de la grande industrialisation des Etats-Unis, et bien que ce soit une façon bien moins rationnelle de résoudre le problème du point de vue égoïste américain, il est probable que les Américains préfèreront l'investissement international. C'est une bonne chose pour l'Europe qui disposera ainsi d'un capital additionnel essentiel à sa reconstruction économique.

Il n'en reste pas moins que ce n'est qu'à longue échéance que le problème de l'emploi aux Etats-Unis et celui de la reconstruction dans le reste du monde seront résolus.

Si les Américains insistent pour être payés, et si les banquiers, qui traditionnellement ne comprennent rien au problème des emprunts, tiennent à recevoir non seulement les intérêts mais à être remboursés du capital (1) le problème de transfert deviendra pratiquement insoluble. C'est à eux d'organiser un plan de longue durée pendant les 5 ou 6 années à venir, en vue de reconstruire l'économie américaine de telle façon qu'elle puisse importer, et d'appliquer une des solutions indiquées plus haut. On pourrait, par exemple, introduire une durée de travail diminuée de quelques heures et distribuer des dividentes résultant de la productivité des in-

⁽¹⁾ Ce qui, sans aucun paradoxe, est le non-sens économique le plus absolu. En effet, au cours de l'histoire économique les grands emprunts internationaux n'ont jamais été remboursés, et il n'y a guère d'exception à cette règle : si les actions sont bonnes, les actionnaires protesteraient si on voulait les leur reprendre, si le placement est mauvais ils ne peuvent pas être payés.

vestissements extérieurs, sous réserve que les dividendes des investissements internationaux ne soient pas trop élevés et, surtout, qu'il n'y ait pas d'amortissement car il en résulterait une énorme différence quantitative.

Il se peut que les grands investissements puissent être organisés d'une façon satisfaisante, même du point de vue américain, c'est-à-dire que les Américains puissent être payés à longue durée à 3,5 %, 4 % ou 4.5 %. Mais s'ils voulaient recevoir en outre 3,5 % d'amortissement, les transferts deviendraient absolument impossibles.

Si nous risquons un pronostic, avouons que les Américains ne nous semblent pas vouloir résoudre le problème de cette façon, c'est-à-dire effectuer de grands investissements internationaux et utiliser les cinq années à venir à réorganiser l'économie américaine de façon à rendre possible le remboursement des emprunts.

Il y a donc peu de chances de voir se réaliser une politique ou un programme de plein emploi à longue durée aux Etats-Unis. Au bout de deux ou trois ans, selon la longueur du boom de réapprovisionnement (replenishment boom) des stocks, il se produira, selon toute vraisemblance, une crise économique. Notre tâche est de la prévoir et de savoir que cette secousse aux Etats-Unis peut signifier pour le reste du monde un tremblement de terre économique. En politique économique, il faut avoir une défense en profondeur et non pas seulement une ligne Maginot; or il semble bien que les accords de Bretton-Woods représentent la solution optimiste, une simple ligne Maginot, mais non pas une défense en profondeur.

Nous voici donc amenés à envisager la probabilité d'une crise américaine d'ici deux ou trois ans. Est-ce pour autant une vue définitivement pessimiste? Pas entièrement. Car les Américains ont changé : à la prochaine crise, ils ne voudront pas attendre plusieurs années le retour à la prospérité et ils prendront immédiatement toutes les mesures nécessaires. Des centaines d'Instituts, d'économistes, de journalistes étudient les questions de plein emploi. Ils modifieront l'opinion publique de telle sorte qu'un changement de programme et de politique sera possible dès qu'apparaîtra la crise. Nous aurons alors une seconde édition améliorée du New-Deal. Et c'est en quoi réside notre chance et notre espérance.

Le problème capital de l'économie américaine

On a beaucoup parlé ces derniers mois de la reconversion de l'économie Américaine. Reconversion - c'est le retour à l'état normal, à la paix. Mais, il faut bien distinguer deux aspects tout à fait différents du problème. Il y a le problème de la reconversion économique à court terme et le problème de la reconversion économique à longue échéance. C'est ainsi qu'il y a des problèmes qui se sont posés immédiatement après la victoire sur l'Allemagne et le Japon et qui ont exigé les solutions les plus rapides. On n'a pas tardé à s'y engager dès que la guerre a touché à sa fin. En effet, on en a parlé bien avant la cessation des hostilités et on avait commencé à faire des préparations sérieuses déjà en pleine guerre. Quoique la reconversion à court terme de l'économie pose à l'Amérique un problème bien évident, reconnu depuis longtemps, il ne faut pas oublier qu'il y avait et qu'il y aura encore de nombreuses difficultés à surmonter. Ce sont des difficultés résultant de la structure économique spécifique des Etats-Unis. Ces difficultés ont été créées, en grande partie, par les dimensions qui caractérisent tout aux Etats-Unis, et surtout par les dimensions énormes qu'y avait atteintes la production de guerre.

Personne ne niera la gravité de ces problèmes. Néanmoins, il me semble que ceux-ci n'ont qu'une signification temporaire, bien qu'il soit entendu que cette période de transition puisse durer plusieurs années. Mais ce qui est d'une importance beaucoup plus profonde, je dirais même, d'une importance mondiale, ce sont les problèmes de reconversion à longue échéance.

Laissez-moi commencer par vous dire de prendre garde de ne pas vous laisser égarer par le mot reconversion. « Reconversion » signifie : retour à ce qui existait avant. Or, il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de retour. D'un point de vue philosophique, il n'y a jamais de retour, il n'y a que changement, mouvement et développement vers des conditions nouvelles. Ceci est vrai à un degré beaucoup plus élevé après cette guerre qui a constitué une véritable explosion économique. Le problème de reconversion à longue échéance consiste, à vrai dire, à refaire l'économie américaine.

Si vous me permettez de condenser une chose très vaste et très complexe en quelques phrases brèves et concises, je dirai que le peuple américain a appris pendant la guerre, en matière économique, trois grandes leçons : il a appris que l'Etat, par son action délibérée, peut garantir l'utilisation de toutes les ressources naturelles et humaines de la nation. Il a appris, deuxièmement, qu'il peut produire dans le cours d'une année un revenu national beaucoup plus élevé qu'on n'avait jamais osé le supposer, et qu'il est possible d'employer un nombre d'ouvriers beaucoup plus grand qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. Et, troisièmement, le peuple américain a aprris que l'intervention de l'Etat en matière économique est compatible avec la démocratie. Il a appris, par son expérience pendant ces dernières années, que la liberté personnelle à laquelle il est si profondément attaché, peut être maintenue sans atteinte, malgré des mesures prises par l'Etat pour assurer le plein emploi de la population.

Voici le vrai problème de la reconversion : la construction d'une économie de paix qui réussira comme l'économie de guerre à produire un revenu national dépassant d'un grand nombre de milliards de dollars le revenu naitonal d'avant-guerre, et à donner des emplois à un nombre d'ouvriers bien supérieur au nombre qui fut jamais employé aux Etats-Unis en temps de guerre ou en temps de paix. Vous me permettrez de citer à cette occasion la phrase fameuse du Président Roosevelt qui, pendant sa campagne électorale de 1944, parlait de « 60.000.000 jobs », c'est-à-dire exprimait sa ferme volonté de faire de son mieux pour assurer du travail à 60 millions d'ouvriers.

C'est ainsi que la discussion sur la reconversion aux Etats-Unis a été accompagnée dès le commencement par une discussion sur le plein emploi. Je n'exagère pas en disant que la discussion sur l'avenir de l'économie nationale et sur sa capacité de garantir un emploi à tout homme qui veut travailler, a bien des fois encombré la discussion sur la reconversion. Tandis qu'on ne doutait pas qu'une solution pût être trouvée en temps utile aux problèmes de reconversion proprement dite, la réalisation du plein emploi apparut beaucoup plus douteuse. Et c'est précisément cet aspect de la reconversion économique qui a donné lieu à des controverses acerbes et étendues. Ces controverses continueront, je n'en doute pas, et ne se termineront que lorsqu'on aura trouvé une solution au problème du plein emploi. Vous vous souvenez bien que le problème a déjà été posé avant la guerre dans l'œuvre de M. Kevnes. Dès la publication de son livre en 1936, des économistes, non seulement des pays anglo-saxons, mais du monde entier, ont reconnu la nécessité de reconsidérer la doctrine économique classique et néo-classique qui avait été la base de leurs travaux. Ils ne pouvaient nier qu'il était urgent de ré-examiner les doctrines héritées des maîtres anciens étant donnée l'attaque que M. Keynes venait de mener contre elles. Les doctrines d'autrefois ne savaient guère comment traiter le problème du chômage et n'avaient jamais réussi à l'expliquer d'une façon satisfaisante puisque le chômage n'avait pas de place dans leur cadre. M. Keynes a établi que le fonctionnement même du système économique actuel ne peut manquer de produire du chômage à moins que l'Etat n'intervienne pour l'éviter. Voilà une thèse révolutionnaire! Tandis que jadis beaucoup d'économistes considéraient toute intervention de l'Etat comme nuisible, et que certains d'entre eux y voyaient la cause des fluctuations économiques et du chômage, la thèse nouvelle prétendait que c'était précisément cette intervention qui était nécessaire pour garantir des emplois à tout le monde. Etant donné que le chômage est le problème central et critique de notre génération, la thèse, une fois posée, ne pourra plus disparaître, à moins que son invalidité ne soit nettement établie. Puisque cela n'a pas été le cas, elle restera à l'ordre du jour d'urgence pour les années à venir.

Il serait difficile d'exagérer l'influence que la thèse de M. Keynes a eue sur la discussion de tous les sujets politiques et économiques aux Etats-Unis. Vous comprendrez sûrement cet état de choses si vous tenez compte du fait que ce pays jeune et dynamique aime à embrasser des idées nouvelles. Et vous n'oublierez pas que c'était justement dans une époque de chômage extrêmement grave et prolongé que l'œuvre de M.

Keynes fut publiée. Vous n'oublierez pas non plus que quelques années après sa publication, l'activité de l'Etat, conditionnée par la guerre, produisait le plein emploi, utilisant les recettes que M. Keynes avait justement prescrites. Il n'est pas difficile, par conséquent, de se rendre compte que, comme je l'ai dit tout à l'heure, le vrai problème de la reconversion est d'éviter la répétition du chômage de la décade précédente et de maintenir le plein emploi comme pendant la guerre. Peut-on s'étonner qu'une partie toujours croissante de la population américaine soutienne que le gouvernement doit savoir ce qu'il faut faire pour procurer, en temps de paix, du travail à tout le monde, puisqu'il a su le faire, en temps de guerre, lorsqu'il s'agissait de la fabrication de matériaux destructifs ?

Le problème qui se pose est donc le problème de l'instabilité économique qui a tourmenté tous les pays capitalistes depuis bien des décades et qui n'est aucunement nouveau. Ce qui est nouveau pourtant est le fait que nous en sommes beaucoup plus conscients que jamais auparavant et que nous avons appris à connaître le mécanisme mieux que jamais. Nous saisissons aujourd'hui les défectuosités de son fonctionnement. Il ne m'est pas possible de m'étendre ici sur le problème du cycle économique et de ses multiples ramifications. Par ailleurs, puisque vous êtes tous familiarisés avec la théorie moderne, il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails minutieux du sujet. Pour mettre en lumière devant vous le problème vraiment critique de l'économie américaine, je me bornerai à indiquer les idées qui m'apparaissent fondamentales et décisives. J'aime à croire qu'une étude plus détaillée corroborerait l'analyse suivante.

Il faut d'abord indiquer en quelques mots les causes qui, à mon avis, sont responsables des fluctuations économiques. Je suis sûr qu'il ne vous sera pas difficile de vous rendre compte en quoi je suis influencé par M. Keynes et en quoi je diffère de lui. Je crois que ce sont principalement deux causes fondamentales qui produisent l'instabilité permanente du système économique dans lequel nous vivons. Premièrement, il faut reconnaître que le mécanisme des prix n'est guère à même de servir les fonctions que les maîtres anciens lui ont attribuées. On nous avait enseigné que ce mécanisme maintient d'une façon constante et permanente des conditions proportionnées dans l'économie et que toute disproportion qui pourrait se produire est absorbée par le méca-

nisme des prix. En d'autres mots, le mécanisme des prix, nous disait-on, fonctionne comme devrait fonctionner dans une économie dirigée le bureau directeur. Lorsque nous reconnaissons que cela ne peut être vrai qu'à une échéance lointaine, à supposer même que cela soit jamais vrai, il apparaît que notre système économique est, par nature, instable : une instabilité inhérente le caractérise. Ces fluctuations permanentes sont aggravées par des changements excessivement nombreux, tels que inventions, mouvements démographique, variations quantitatives et qualitatives des récoltes, changements dans les goûts et coutumes, politique économique, etc.

La seconde cause fondamentale se réfère au problème de l'investissement. Toute structure économique a besoin d'une certaine quantité d'investissements pour obtenir l'utilisation de toutes ses ressources. Cela est vrai pour deux raisons et toutes les deux sont particulièrement importantes aux Etats-Unis, Ce sont elles qui ont rendu le problème du plein emploi si aigu et difficile en Amérique. D'une part, c'est la structure physique de l'économie qui est en cause, le montant total des investissements devant toujours être suffisamment élevé pour utiliser la capacité productrice totale des indusries lourdes. D'autre part, puisque le revenu national est réparti entre consommation et épargne, le montant des investissements doit toujours être suffisant pour absorber l'épargne. Je tiens à insister sur le caractère double du problème non seulement parce que, fréquemment, l'insuffisance de travail a été attribuée uniquement à l'incapacité de l'économie à absorber toute l'épargne constituée pendant une période donnée, mais encore parce que, comme je vais le démontrer, les remèdes nécessaires doivent être adaptés à ce double caractère. A cause de la structure physique de l'économie, des investissements sont indispensables pour éviter le chômage, indépendamment du fait qu'il y a épargne ou non.

Selon les hypothèses exposées plus haut, s'il y a du chômage, il pourra être la conséquence de l'instabilité inhérente au système ou des changements divers dans la structure économique. Mais si le chômage est étendu et persistant, il provient probablement de ce que la population productrice, dans son ensemble, n'a pas suffisamment investi. C'est pourquoi, Keynes a insisté avec tant de force sur la nécessité des investissements et a recommandé une série de mesures pour garantir un montant suffisant des investissements. Le cas échéant, l'Etat lui-même devra faire des investissements pour

augmenter la production totale du pays et le revenu national.

Nous sommes maintenant arrivés à un point où nous pouvons nous demander quelle est la relation entre le « problème capital de l'économie américaine », comme je l'ai dénommé, et les causes fondamentales de l'instabilité économique. Il faut d'abord insister sur le fait que cette relation ne doit pas être attribuée à la première des causes des fluctuations économiques, c'est-à-dire à l'instabilité inhérente au système capitaliste. Quelle que soit, dans l'activité économique, la gravité des variations qui résultent de cette instabilité, ce n'est pas elle qui a placé l'économie américaine devant des problèmes si critiques et si complexes et qui jette une ombre si inquiétante sur l'avenir. Tout en affirmant la grande importance de ce problème, je ne me propose pas de l'analyser ici. C'est plutôt la seconde des causes fondamentales des fluctuations économiques, le problème des investissements, qui, à mon avis, est le talon d'Achille de l'économie américaine.

Il est vrai que le problème des investissements se pose dans tous les pays capitalistes. Mais ce problème présente aux Etats-Unis un aspect qui est d'une gravité toute différente. D'une part, la capacité productrice des industries lourdes y est immense, d'autre part la mauvaise distribution du revenu national y est particulièrement prononcée. Cela veut dire que si le revenu national est très élevé et le chômage relativement restreint, les montants non consomnés par la population — ce que nous appelons les montants épargnés — sont très grands et causent du chômage à moins qu'ils ne soient absorbés par des investissements simultanés.

On s'est efforcé d'estimer quel revenu national annuel serait nécessaire aux Etats-Unis pour assurer le plein emploi, quel serait le total d'investissements nécessaire pour assurer ce revenu, et quel serait le montant total annuel d'épargne dans une période de plein emploi. Je ne veux pas citer ici tous les chiffres estimés parce qu'ils sont très controversés et qu'il faudrait les discuter en détail. Mais pour vous donner une idée de leur ordre de grandeur, il suffit de dire que, selon toutes les estimations faites, il faudrait un total d'investissements (y compris les remplacements des instruments de production) d'au moins 30 milliards de dollars (3 trillions 600 milliards de francs, pour assurer un revenu national qui réaliserait le plein emploi.

« Le problème capital de l'économie américaine » réside

dans le fait qu'on ne peut espérer voir le peuple américain dans son ensemble, investir, d'année en année, de son plein gré, un montant assez élevé. Ajoutons que, contrairement à ce qu'on nous a enseigné, le mécanisme de notre système économique n'entraînera pas automatiquement de tels investissements. C'est précisément au sujet de ce problème que l'on s'est fié au mécanisme des prix, qui pourtant, est défectueux et ne joue pas, comme je l'ai dit tout à l'heure.

En citant le chiffre des investissements qu'il faudrait faire pour assurer le plein emploi et en indiquant que ceux qu'on fera seront probablement très inférieurs à ce chiffre, on entre dans le domaine de la spéculation; aussi ne saurais-je vous donner aucune preuve absolue quant à ces remarques. Il est vrai que l'histoire des investissements aux Etats-Unis étave ma thèse, mais je sais fort bien qu'une comparaison historique n'est pas un guide adéquat sur un pareil sujet. Le peuple américain n'a jamais investi plus de 20 milliards de dollard par an -et cela seulement pour une période ne dépassant pas une année. Il ne vous échappera pas que non seulement ce chiffre est insuffisant, mais qu'il faudra investir constamment un montant plus élevé. En outre, il y a bien d'autres considérations, en particulier le développement énorme de la capacité productrice des Etats-Unis pendant la guerre, qui tendent à démontrer que le montant d'investissements probables ne sera pas suffisant pour assurer le plein emploi. Même les optimistes, parmi ceux qui ont spéculé sur l'avenir économique des Etats-Unis, n'ont pas osé prédire qu'un chiffre d'investissements susceptible d'assurer le plein emploi se maintiendrait d'une année à l'autre.

Les études dans lesquelles je me suis engagé moi-même me font croire que le montant actuel des investissements sera inadéquat. Je ne nierai nullement qu'à un moment donné le montant total des investissements, y compris les capitaux exportés, puisse être considérable, je ne nierai pas davantage que cette situation puisse se reproduire même pendant plusieurs années. Mais je ne doute guère que le chiffre moyen annuel des investissements pendant un nombre d'années déterminé ne soit très inférieur à celui qui est nécessaire pour assurer le plein emploi et que ce fait n'entraîne un large chômage, à moins qu'on ne prenne des mesures pour l'éviter.

Le problème est si grave qu'il exige une action extraordinairement hardie. Un changement fondamental dans la structure économique des Etats-Unis sera nécessaire, car je suis convaincu qu'il ne suffira pas d'encourager des investissements privés et de faire faire des investissements par l'Etat, comme l'a recommandé M. Keynes. Les montants qu'exigerait l'utilisation, à pleine capacité, des industries lourdes, sont trop considérables pour qu'on ait le droit d'attendre qu'une politique économique, même intelligente, puisse engendrer constamment un montant suffisant d'investissements privés ou que le Congrès américain vote, d'année en année, des crédits proportionnés aux nécessités de la situation. Seul un changement considérable dans la relation entre les investissements et la consommation donnera à l'économie américaine une ampleur et une stabilité jusqu'alors jamais atteintes. Ce changement devra être accompagné d'un changement simultané dans la relation entre les industries d'investissement et les industries de consommation puisque, comme je viens de le dire, la structure physique de l'économie est d'une importance critique dans le problème des fluctuations cycliques. C'est seulement dans le cas où nous réussirons à augmenter d'une façon constante le niveau de la consommation que nous pourrons espérer voir le revenu national et l'emploi se stabiliser à un niveau élevé.

Je n'ai guère pu aujourd'hui qu'esquisser le problème en insistant sur certains points particuliers. Il me reste maintenant à dire quelques mots au sujet des mesures que je crois nécessaires pour ateindre notre but. Quiconque connaît les implications politiques et économiques de notre système économique actuel, sait qu'on ne peut espérer que le changement considérable qui est indispensable dans la relation entre investissement et consommation soit le résultat d'un changement direct entre profits et salaires. En d'autres termes, même si les salaires réels tendaient à augmenter, on ne peut espérer que leur augmentation, aux dépens des bénéfices, ait toute l'importance désirable. Il faudrait des mesures très différentes pour augmenter constamment la consommation de la population. Il faudrait reviser complètement le système d'impôts du gouvernement fédéral, des états, et des villes : tous les impôts qui tendent à réduire les dépenses de la consommation, comme les impôts sur les petits revenus personnels, sur les articles de consommation, sur l'alcool et le tabac, devront être abolis. L'abattement à la base dans l'impôt sur le revenu devra être relevé. D'autre part, les impôts sur les gros revenus des personnes et des sociétés, sur les fortunes, et la taxe de mutation par décès devront être beaucoup plus élevés qu'ils n'étaient avant la guerre. En outre, une augmentation perma-

nente de la consommation pourra être obtenue par un système de pensions accordées par l'Etat à tous les hommes et les femmes ayant atteint un certain âge, 60 ans par exemple, par un service médical à titre gracieux à toute la population, par l'augmentation et l'amélioration de l'éducation gratuite, etc. Le paiement des pensions à des gens âgés augmentera non seulement la consommation d'une douzaine de millions de personnes, mais encore tendra à augmenter aussi la consommation des gens plus jeunes qui ne considéreront plus qu'il est nécessaire d'épargner pour leur vieillesse. Les soins médicaux gratuits à toute la population, comparables à l'éducation gratuite à tous les enfants, élèveront d'au moins 3-4 milliards de dollars la consommation du peuple américain et stimuleront pendant des années les investissements faits dans les hôpitaux, les écoles de médecine ou d'infirmières, les sanatoria, etc. Il y aura encore d'autres moyens pour augmenter la consommation, tels que, par exemple, les encouragements à la construction de logements plus modernes, mais en voici assez sur l'exposition du problème. Il sera indispensable de couvrir toutes ces dépenses d'Etat par des fonds qui, autrement, n'auraient pas été dépensés, c'est-à-dire par des impôts sur les grands revenus, les fortunes, et les héritages.

Toutes les mesures qui viennent d'être citées sont destinées à augmenter la consommation régulière et, par conséquent, à accomplir un changement fondamental entre la consommation et les investissements. On devra s'efforcer en même temps de réduire à tout prix la capacité productrice dans les industries d'investissements pour laquelle la demande permanente n'est pas suffisante, et d'augmenter la capacité productrice dans les industries de consommation. Il faut admettre, pourtant, que la réduction de la capacité productrice dans certaines industries, contraignant les travailleurs à changer de métier, est une procédure fort pénible, et qu'il faudra un certain nombre d'années pour accomplir cette tâche.

Il faut espérer que, malgré les grandes difficultés, le peuple américain aura le courage et la persévérance nécessaires pour aboutir. Il faut espérer en outre que les forces politiques aux Etats-Unis comprendront le problème que leur est posé : trouver une solution à la question la plus critique de notre temps tout en préservant les institutions démocratiques du pays et en augmentant le bien-être du peuple.

Les problèmes techniques et sociaux de l'Agriculture anglaise

Si l'on veut comprendre la situation actuelle de l'agriculture dans la structure économique de la vie sociale et industrielle en Angleterre, il faut se rappeler que, pendant des siècles, la base de la pensée politique anglaise a été la résistance des populations anglaises à l'intervention dans leur vie privée des autorités extérieures et particulièrement du gouvernement. Notre histoire nationale est celle d'une lutte constante contre une forme ou l'autre de domination. Il y a très longtemps, au 13° siècle, nous avons restreint le pouvoir du roi; plus tard, nous avons lutté contre le pouvoir des grands et de l'Eglise. Lorsque le Roi a essayé de nouveau d'étendre son autorité, nous lui avons tranché la tête.

Pour en venir à des temps moins lointains, la naissance de notre grand mouvement syndical a représenté la lutte du peuple contre la puissance exorbitante de la nouvelle classe de magnats industriels. Dès lors, nous avons contracté certaines habitudes de pensée qui nous amenèrent à des conclusions précises : d'une manière générale, le gouvernement, nous a-t-il semblé, doit s'occuper le moins possible des questions qui touchent à la vie privée du citoyen. Ce principe fit fortune au 19° siècle sous le nom de politique du « laisser faire ».

Cette habitude de l'esprit a eu une influence profonde sur notre agriculture. Jusqu'au début du 19° siècle notre vie économique était à peu près équilibrée. La campagne nourrissait nos villes et nos villes répondaient aux besoins de la campagne. A cette époque, il nous est même arrivé d'exporter du blé.

Puis vint le grand développement de l'industrie urbaine. Notre gouvernement suivit le principe de laisser autant que possible le champ libre à l'action et à l'entreprise privées pensant par là favoriser sûrement le plus grand bonheur du plus grand nombre. Aussi, n'essaya-t-il pas de contrôler et de régulariser le développement de l'industrie. Le « laisser faire » agirait sans nul doute, pensions-nous, pour le bien de la communauté. En fait, nous le savons aujourd'hui, il devait développer sur une vaste échelle des maux sociaux que nous nous efforçons encore de surmonter.

L'effet sur les campagnes fut d'une grande portée. A mesure que poussaient nos villes, les citadins devenaient de plus en plus étrangers à la campagne. L'accroissement de la population urbaine augmentait le besoin de nourriture et tandis que la proportion d'aliments que nous tirions de notre sol diminuait, le montant de ce que nous importions de l'étranger allait s'accroissant.

Dans l'intérêt de nos industries urbaines qui se développaient, il importait de maintenir bas le prix des aliments; dans l'intérêt de nos investissements croissants à l'étranger, il fallait importer ce que nos débiteurs pouvaient nous envoyer en paiement c'est-à-dire essentiellement des produits alimentaires. Notre population industrielle vivait sur de petits salaires et réclamait des aliments bon marché. Ainsi, les principaux intérêts du pays tendaient à favoriser l'importation d'aliments qui nous seraient fournis à meilleur compte que nous ne pouvions les produire nous-mêmes.

Cette politique de nourriture à bon marché obligeait notre agriculture à changer en grande partie ses habitudes de production. D'une manière générale, l'accent passa du blé au bétail. De plus en plus on convertit la terre en prairies. De plus en plus la population émigra de la campagne à la ville. On fit peu ou on ne fit rien pour élever le niveau de vie à la campagne; le taux des salaires demeura bas; on bâtit peu de nouveaux cottages et on n'apporta que de médiocres améliorations à ceux qui existaient déjà; on continua à puiser l'eau au puits et à s'éclairer avec des lampes à huile.

Telle était en gros la situation quand éclata la guerre de 1914-18. Brusquement, les habitants de nos villes se réveillèrent pour découvrir que le lait n'est pas une marchandise qui sort tout naturellement des bouteilles; que le pain ne vient qu'accessoirement de la boulangerie et que la campagne n'est pas seulement un endroit agréable où passer ses vacan-

ces et ses week-ends. Nous apprîmes que les fermiers ont une fonction à remplir dont beaucoup d'entre nous n'avaient pas réalisé l'importance.

La campagne revint à la vie et, parmi les mesures destinées à faire face au manque aigu de main-d'œuvre, on eut recours à l'organisation et au recrutement parmi les femmes d'une Armée de la Terre. Beaucoup d'importants résultats sociaux ont pris leur source dans un tel développement et cette nouvelle activité a eu un effet profond sur la situation des femmes dans notre structure politique et sociale.

Pendant la guerre les fermiers connurent la prospérité. Inspiré par la vue d'une campagne prospère et impressionné par le danger vital que constituait l'abandon de notre agriculture, le gouvernement promit aux fermiers de sauvegarder leurs champs et de ne plus se désintéresser de leur sort. Mais, après une brève période de prospérité industrielle, une crise sérieuse survint et les promesses faites ne purent être tenues. L'agriculture déclina de nouveau; beaucoup de propriétaires vendirent leur terre; les salaires baissèrent et pendant quelques années les conditions de vie à la campagne empirèrent une fois de plus.

Mais cette fois nous n'avons pas laissé les événements suivre leur cours. Nous avions déjà commencé à perdre notre foi dans la politique du « laisser-faire » et déjà nous avions mis en œuvre une active politique de réformes sociales.

C'est alors que nous avons adopté une série de mesures pour régulariser les importations, pour organiser l'instruction technique, pour améliorer les méthodes d'organisation du marché et pour soutenir financièrement certaines formes de production — telle la betterave à sucre — qui ne pouvaient survivre ou naître sans subventions. Néanmoins, jusqu'à la guerre de 1939, notre agriculture fut en état de crise. Dans certaines campagnes de nombreux fermiers restaient sans travail et la terre tombait en friche. Entre 1930 et 1939, sur 740.000 personnes employées dans l'agriculture en Angleterre et au Pays de Galle, plus de 100.000 quittèrent cette activité, et lorsque la guerre 1939-45 éclata nous souffrions d'un manque de main-d'œuvre très sérieux.

Cette fois, l'on s'efforça de prévoir. Dès la déclaration de guerre, le Ministère de l'Agriculture désigna dans chaque comté sous son contrôle direct, des commissions chargées d'organiser et diriger la production, de procurer des facilités financières permettant aux fermiers d'améliorer leur équipement et d'acheter des appareils mécaniques. Ces commissions se composaient de propriétaires, de travailleurs agricoles et de fermiers. Elles avaient des pouvoirs étendus et pouvaient, par exemple, déposséder les fermiers incapables ou quiconque ne se conformait pas aux prescriptions légales. Et elles le firent.

De nouveau nous avons organisé une Armée de femmes pour l'exploitation de la terre. Elle comptait 117.000 membres dont beaucoup avaient des professions urbaines qui les qualifiaient peu en apparence pour ce travail. Après 1942, nous avons pu utiliser les services des prisoniers de guerre italiens. Chaque année furent organisés des camps de vacances et des milliers de garçons et de filles, d'hommes et de femmes ont utilisé leurs congés à faire la moisson.

Grâce à ces procédés, et bien que 90.000 hommes aient été enlevés à l'agriculture pour servir dans les forces armées, nous avons environ doublé notre production de blé, accru substantiellement notre production de lait et de légumes et tiré de notre sol 66 % des aliments que nous consommons au lieu des 33 % que nous produisions avant guerre. Corrélativement, nos importations de produits alimentaires purent être réduites d'environ 50 %.

Aujourd'hui, la guerre est finie et nous sommes dans une situation économique différente de toutes celles que nous avons connues. Nous avons dépensé une grande partie de nos investissements à l'étranger pour acheter des armes, et nous n'avons plus les moyens d'acheter ce que nous importions habituellement si nous ne restaurons pas notre commerce d'exportation sur une échelle plus grande qu'avant la guerre. Il nous faut donc tirer de notre sol une plus grande proportion des aliments dont nous avons besoin.

Pour cela il nous faut des hommes. Nous pouvons certes accroître grandement l'équipement mécanique de nos fermes mais il nous faudra néanmoins des hommes. Le gouvernement a fait un premier pas en garantissant les prix pour les quatre années à venir. Cela donne aux fermiers la certitude qu'ils pourront vendre ce qu'ils produisent à un prix rémunérateur. Le problème du prix garanti est cependant compliqué par celui des salaires. Le taux minimum des salaires a doublé pendant la guerre et est maintenant de 70 shillings par semaine contre 39 en 1939 et il se peut qu'il augmente encore. Mais ce taux lui-même ne semble pas suffire à retenir les hommes dans l'agriculture dans les conditions de vie actuelles à la campagne, et moins encore à y attacher les jeunes gens.

Ainsi, bien que le gouvernement ait entrepris de rendre possible aux hommes qui quitent le service une année d'entraînement dans les fermes, peu d'entre eux se sont jusqu'ici montrés prêts à en profiter. Il nous faut dès lors trouver le moven d'attirer la masse humaine dont a besoin notre activité agricole et de maintenir une production maxima en même temps que des prix raisonnables et un taux élevé des salaires. Nous devons viser en premier lieu à une production aussi élevée que possible. Or, avant la guerre, la valeur de notre production agricole brute était de 240 livres par travailleur, contre 180 livres au Danemark, 150 Livres en Hollande, 110 Livres en Belgique et 90 Livres en France. C'était déjà la plus élevée d'Europe, ce qui s'explique en partie par l'importance que nous attachions au bétail et au lait et en partie par le niveau élevé des salaires qui encourageait nos fermiers à adopter des procédés qui économisent le travail humain. Mais aujourd'hui il faut encore élever ce niveau et, à cet effet, utiliser des procédés techniques supérieurs. Il faut utiliser plus de machines, réussir à conserver les hommes pleins de capacités et de ressources qui sont au travail actuellement et à attirer les jeunes.

Quels résultats avons-nous obtenu jusqu'ici? Avant la guerre le nombre des tracteurs employés dans nos fermes était passé de 55.000 en 1939 à 175.000 en 1944 et notre agriculture est aujourd'hui parmi les plus industrialisées du monde.

L'utilisation de ces services et des machines employées aujourd'hui procurera un emploi attravant à une catégorie d'hommes qui n'étaient pas jusqu'ici employés dans l'agriculture. Mais qu'en est-il des autres -- les cultivateurs ordinaires, ceux qui s'occupent du bétail, les bergers, les palefreniers et les charretiers ? Comment créer des conditions qui attireront les jeunes gens et retiendront ceux qui sont déjà engagés et qui ont les moyens et les capacités de gagner leur vie dans d'autres industries? Le premier pas a été d'augmenter les salaires. Il nous faut de plus améliorer les conditions de vie. Parmi les cottages où vivent les agriculteurs beaucoup sont anciens. La fourniture d'électricité n'est pas encore assez généralisée et relativement peu de cottages ont l'eau. Nous faisons des démarches pour développer un programme extensif pour la construction de cottages qui recevront une subvention du gouvernement suffisante pour permettre qu'ils soient loués movennant un loyer d'environ 7 shillings 6 pence par semaine. On élabore aussi des plans pour étendre les services d'électricité et d'eau.

Que faire encore ? Il est trois directions dans lesquelles une action fructueuse a été commencée. Ce sont (i) la prévision d'un programme de petite propriété pour les travailleurs agricoles (ii) l'extension et le développement de la protection sociales dans les villages, à la fois pour les jeunes et pour les adultes et (iii) la réhabilitation de l'artisan à la campagne — forgeron, charron, potier, vannier, propriétaire de petite filature, etc.

En reprenant ces points dans l'ordre inverse on peut objecter que la réhabilitation de l'artisan à la campagne n'est pas à proprement parler une mesure qui permettra de retenir et d'attirer les hommes dans l'activité agricole. A cela on peut répondre d'abord que ces professions sont très importantes pour le fermier et que si les artisans ont la possibilité de moderniser leurs méthodes ils pourront rendre des services qui accroîtront la prospérité de l'agriculture, et, en second lieu, que les travailleurs agricoles se recrutent parmi ceux qui vivent à la campagne. Dans la mesure où se réduisent les possibilités de gagner sa vie, le champ de recrutement diminue. Si l'on peut réétablir les artisans mentionnés ci-dessus dans de bonnes conditions de prospérité, on crée un certain nombre de formes d'emplois qui attireront les jeunes et permettront de retenir dans les villages des gens qui, sans cela, les quitteraient. Ces familles aideront en ville à augmenter la source d'où l'agriculture peut espérer tirer des recrues.

En application de ce principe, deux organismes ont été créés : une organisation centrale, le « Rural industries Bureau » et un fonds d'emprunt, le « Rural industries équipement Fund ». Le Bureau est financé par des fonds publics et son rôle est d'étudier les besoins des artisans à la campagne et de les former à des méthodes modernes de production. Le but du fonds d'emprunt est d'avancer des crédits aux forgerons et aux autres artisans pour leur permettre d'acquérir un matériel moderne et de rebâtir leurs ateliers. Le travail du Bureau s'étend sur un très vaste domaine et ses agents prennent contact avec tous les artisans qui demandent l'aide du fonds d'emprunt. Les avances ne sont faites que lorsque les agents du Bureau se sont assurés que le candidat remplit les conditions voulues, qu'il a une affaire capable de se développer et qu'il est prêt à recevoir une formation pour l'utilisation des instruments qu'il veut installer dans sa boutique, par exemple un matériel de soudure à l'acétylène. Les avances sont faites sans intérêt (sauf lorsqu'elles dépassent un certain chiffre) et sont remboursables sur une période de mois ou d'années variant avec l'importance de l'emprunt.

Ces deux organismes obtiennent des résultats d'un intérêt et d'une importance considérables. Beaucoup d'artisans sont réétablis dans les villages sur une base économique solide. Les fermiers apprécient le fait d'avoir dans le voisinage immédiat des ouvriers compétents qui peuvent réparer rapidement les tracteurs et le matériel dont ils dépendent de plus en plus. Ce qui est peut-être aussi important, c'est que la modernisation des boutiques des artisans de village crée un nouveau débouché d'emploi pour les jeunes paysans. Alors que peu de jeunes gens étaient portés à entrer comme apprentis dans la boutique démodée du forgeron de village avec sa forge et son enclume, la situation change quand la boutique est rebâtie et équipée avec des machines modernes.

En ce qui concerne le rôle joué par les facilités d'éducation et de distraction dans la lutte contre l' « abandon de la terre ». il est hors de question que les jeunes gens en particulier sont attirés dans les villes par les occasions qu'elles paraissent offrir tant pour l'amusement que pour le développement de la personnalité en général. Il est vrai aussi que beaucoup de parents réalisent que jusqu'ici les facilités d'éducation ont été moins grandes à la campagne qu'à la ville. Les écoles primaires sont souvent moins bien équipées et les professeurs moins qualifiés. Les écoles secondaires et techniques sont difficiles à atteindre; les droits et frais qui ont été imposés représentent, bien que modérés, une charge sérieuse pour des familles vivant sur le salaire d'un ouvrier agricole, qui est aussi privé de ce qu'aurait pu gagner l'enfant occupé dans une de ces écoles. On a fait récemment, pour améliorer le système d'éducation à la campagne, des démarches qui, avec le temps, bénéficieront au travailleur agricole. Les droits de scolarités sont supprimés dans les écoles secondaires et on va prévoir un plus grand nombre d'écoles donnant une éducation post-primaire. Mais ce n'est pas seulement pour l'éducation régulière que des facilités nouvelles sont nécessaires. La vie sociale peut être si paisible à la campagne qu'elle devient triste, en particulier pour les jeunes. Le contact croissant avec les villes, favorisé par le développement des transports par route a apporté à ceux qui vivent à la campagne le contraste qui existe parfois sur ce point entre la vie des » villes et celle du village. Il est dès lors important d'encourager et de favoriser les activités et les intérêts qui feront

appel à ceux qui vivent à la campagne et aideront à satisfaire un besoin très réel, un besoin qui a grandi aussi à mesure que l'amélioration du niveau d'éducation de nos paysans les a encouragés à demander davantage la satisfaction d'impulsions et d'instincts qui autrefois n'étaient pas éveillés.

Il y a toujours eu une certaine vie sociale organisée dans nos villages anglais mais dans les 30 dernières années elle s'est développée en quantité et en qualité. Après la guerre de 1914-18, ceux qui revenaient de l'armée ont senti le besoin d'une vie sociale plus active après leur expérience du temps de guerre. La « Women's Land Army » avait-aidé à créer une organisation de femmes connue sous le nom de « National Federation of Women's Institute » qui est basée sur des unités de village. Ces « Women's Institutes » de village ont fait beaucoup pour satisfaire le besoin d'échanges sociaux plus développés ressentis par les femmes à la campagne, pour les former à la connaissance des affaires publiques et les intéresser à différentes activités, musicales, dramatiques ou même à des travaux intellectuels. Un des agriculteurs les plus distingués — Sir Horace Plunkett — signala, voici longtemps, l'importance des intérêts sociaux et intellectuels en créant une communauté rurale entreprenante et heureuse.

Aujourd'hui dans presque tous les comtés en Angleterre et au Pays de Galles il existe une organisation connue sous le nom de « Rural Community Council »; son but est d'augmenter le bien-être social de ceux qui vivent à la campagne. Il est constitué de représentants de tous les organismes volontaires qui s'occupent des intérêts des garçons et des filles aussi bien que des hommes et des femmes, ainsi que des représentants de l'autorité locale du comté pour l'éducation. Il peut aussi concentrer toutes les ressources grâce auxquelles un intérêt quelconque peut être favorisé. Il peut découvrir les besoins insatisfaits et aider à v faire face et il peut fournir un « forum » où les besoins sociaux de la campagne sont discutés. L'organisme national qui se trouve à la tête de ces « Rural Community councils » est connu sous le nom de National Council of Social Service avec un quartier général à Londres. Or, les activités sociales et éducatives ne peuvent se développer sans un local où l'on peut tenir des réunions. C'est pourquoi le Conseil National du Service Social a obtenu, il y a environ vingt ans, l'aide de la Dotation Carnegie pour l'Angleterre et le Pays de Galles pour la réalisation d'un programme destiné à favoriser l'établissement de salles de village. D'après ce programme, chaque village devait se procurer le tiers du coût d'une salle en argent ou en espèces, après quoi il était qualifié pour recevoir une subvention gratuite d'un tiers du coût et faire un emprunt sans intérêt d'un autre tiers. Ce programme a encouragé des centaines de villages à entreprendre un plan et à se doter d'une salle. Le programme est maintenant reconnu et encouragé par le Gouvernement qui a adopté l'idée qu'une salle est un élément matériel indispensable pour la vie sociale et l'éducation de chaque village. Dans beaucoup de villages aujourd'hui on utilise la salle tous les soirs de la semaine; parfois pour une conférence de caractère technique, parfois une conférence sur les affaires publiques, les problèmes internationaux ou les questions coloniales; quelquefois pour un bal ou une réunion sociale et quelquefois pour des clubs de jeunesse.

Cette politique a une valeur économique aussi bien que sociale. Par des contacts personnels, par la participation à des activités sociales communes, hommes et femmes apprennent inconsciemment l'art de la coopération, l'art de chercher, pour s'accorder, une commune mesure et d'accepter des compromis qui, sans satisfaire les désirs individuels de tous, ont pour résultat d'unir les énergies afin d'atteindre des buts qui tendent au bien général du groupe. C'est un procédé d'éducation qui a ses répercussions dans le domaine économique, puisque ceux qui ont appris à travailler ensemble dans des activités sociales sont plus capables de s'entendre sur des questions commerciales et techniques. Cela sert le processus de coopération économique.

La troisième direction dans laquelle on cherche à remédier à la désertion des campagnes consiste à procurer de petites propriétés à ceux qui le désirent dans des conditions qui assureront un bon standard de vie au petit propriétaire et à sa famille, en même temps qu'un niveau satisfaisant d'efficacité technique dans la gestion de la propriété. C'est là un sujet à controverses. Nous avons beaucoup de petites fermes en Angleterre — en fait, la grande majorité de nos fermes sont petites et un grand nombre d'entre-elles emploient peu ou pas de travailleurs payés sauf pendant les saisons de travail. Dans le passé, beaucoup de ces petites fermes ont produit un bénéfice insuffisant et le standard de vie du fermier et de sa famille n'était pas satisfaisant. En outre, le standard de l'agriculture a souvent aussi été pauvre. Les connaissances techniques du fermier étaient insuffisantes et ses ressources finan-

cières trop restreintes pour lui permettre d'équiper entièrement sa ferme. An point de vue de l'achat et de la vente, il a payé en moyenne les marchandises dont il avait besoin un prix plus élevé que le fermier plus important car il ne pouvait pas acheter en gros et il a reçu un prix inférieur pour quelques-uns au moins des produits qu'il vendait car son « Bargaining power » était faible et son niveau de production moins stable.

C'est pourquoi, beaucoup d'économistes agricoles s'opposent à l'introduction d'un programme de petite propriété au bénéfice des travailleurs agricoles. Il n'y a aucun doute que les faiblesses mentionnées existent. La question est cependant de savoir si elles peuvent être surmontées. Il est évident qu'il existe une demande considérable parmi les travailleurs agricoles pour obtenir des propriétés à leur compte et on a des raisons de croire qu'un programme offrant des garanties raisonnables d'un bon standard de revenu et de vie aiderait grandement à combattre la tendance à abandonner l'agriculture en tant que moyen d'existence. Le gouvernement étudie actuellement ce problème et on ne sait pas encore sur quels grands principes il fondera un programme de petite propriété. Cependant ceux qui ont étudié la question s'accordent d'une manière générale pour dire qu'il faut en adopter certains si l'on veut réussir. On peut brièvement les résumer ainsi :

- a) Il faudrait grouper ensemble les propriétés à créer de manière à faciliter l'action coopérative pour l'achat et la vente, l'exploitation et l'usage des machines.
- b) Il faut fournir du crédit de manière à permettre à l'homme qui a peu de capital d'équiper comme il faut et de financer sa propriété.
- c) Il faut mettre à la disposition des propriétaires un service suffisant de conseil technique (y compris le conseil sur la comptabilité simple de la ferme).

Une expérience conduite pendant ces douze dernières années par un organisme connu sous le nom de « Land Settlement Association » a démontré l'importance de ces principes. On a établi un certain nombre de colonies comprenant environ cinquante petits propriétaires. Les propriétés sont toutes groupées ensemble autour d'un centre organisé pour procurer les différents services dont les petits propriétaires ont besoin. Le programme de production de ces colonies est basé sur la culture maraîchère, la volaille et les porcs mais on pourrait

appliquer ce système à d'autres formes de production - en particulier sur le lait. Les propriétés sont petites. Elles varient d'environ un à quatre hectares suivant que le fonds est plus ou moins favorable à la culture maraîchère ou au petit élevage. Lorsque l'accent est mis sur le bétail, les propriétés sont du typle le plus grand. La colonie est sous le contrôle général d'un gérant et les propriétés sont tenues en fermage. Selon les conditions du fermage, le fermier doit acheter la semence, les engrais et les marchandises dont il a besoin à l'Assaciation. Ceci lui garantit l'acquisition d'articles de bonne qualité à un prix raisonnable. L'arrangement exige aussi de lui qu'il vende ses produits par l'intermédiare de l'Association. Cela permet de classer et d'emballer soigneusement les produits pour passer des contrats de vente en gros. De cette manière on peut obtenir des prix beaucoup plus avantageux que n'aurait pu le faire le petit propriétaire lui-même. De plus, le petit propriétaire ne perd pas de temps à chercher un marché pour ses produits mais peut concentrer toute son énergie sur la production. Le dépôt de chaque domaine fournit tout le matériel lourd qu'il serait peu économique pour le petit propriétaire individuel d'acheter pour lui-même, et on n'éprouve pas de difficultés à faire face aux besoins des fermiers au fur et à mesure qu'ils se manifestent. Pour fournir des plants et du bétail de la meilleure qualité aux fermiers, le dépôt du domaine entretient une « propagation-station » qui fournit par exemple des plants de tomate pour les vendre aux fermiers qui les feront pousser dans leurs serres. Il entretient un troupeau de porcs a pedigree pour procurer aux fermiers les truies et les verrats dont ils ont besoin et, sur plusieurs fonds, une couveuse artificielle est prévue à laquelle les fermiers envoient des œufs produits par des poules sélectionnées avec soin et unies à des cogs a pedigree : les poussins d'un jour qui sortent sont revendus aux fermiers. Par ces moyens, les risques de maladie sont réduits et la qualité de l'élevage du fermier préservée. Ces domaines sont dirigés sur une base commerciale. Etant donné leur caractère expérimental, l'Etat, qui fournissait les fonds du capital initial, n'avait pas exigé le paiment d'un taux déterminé d'intérêt sur ce capital mais tous les profits lui reviennent et il a perçu à ce titre des sommes considérables. Ceci dit, les domaines se suffisent à euxmêmes et toutes les dépenses générales à l'échelon supérieur, traitements du gérant et de son personnel, etc., sont payées grâce aux recettes tirées en partie des paiements faits par les fermiers pour les services qui leur sont rendus et en partie des ventes de la production supplémentaire des dépôts. Parmi les éléments très importants du programme, notons qu'un arrangement a été fait avec une banque grâce auquel la banque peut financer des fermiers nouveaux ou déjà établis qui ne possèdent pas un capital productif suffisant. Au termes de cet arrangement, la banque avance un montant égal à la somme que le fermier peut lui-même fournir, sur garantie de son bétail, de son matériel et de ses récoltes.

Si le fermier a besoin d'un montant supérieur à cette somme, la banque le lui avancera à condition que l'Association la garantisse. Comme l'Association connaît parfaîtement les fermiers et leurs capacités, ce système fonctionne bien et jamais jusqu'ici l'Association n'a eu à indemniser la Banque.

Les fermiers, dans ces colonies, ont réussi du point de vue économique. Pendant la guerre, ils ont subi de lourdes pertés à cause de la réduction des porcs et volailles nécessitée par la réduction énorme des produits alimentaires importés par la Grande-Bretagne, mais d'un autre côté ils ont grandement bénéficié des prix élevés qu'ils obtenaient pour les produits maraîchers.

Ces prix élevés tomberont certainement; mais il faut espérer que l'on disposera progressivement de plus de nourriture pour les porcs et la volaille et que, dès lors, ces sources de revenu s'amélioreront. D'après nos pronostics basés sur une expérience de douze ans, un fermier d'un de ces domaines devrait pouvoir gagner, en moyenne et en temps normal, un revenu d'au moins 300 Livres par an. Ces dernières années les gains ont été en moyenne substantiellement plus élevés.

Ce programme correspond à une catégorie de recherches. Il ne serait pas applicable tel quel à un plan général de petite propriété comprenant l'établissement d'un très grand nombre de propriétés. Son importance tient au fait qu'il a prouvé la valeur de l'entreprise coopérative pour assurer un bon moyen d'existence et de bonnes conditions de vie au petit fermier ainsi qu'un standard élevé de production pour les petites fermes. Les principes suivis pourraient s'appliquer sur une échelle étendue avec des modifications destinées à faire face aux différents types de production. Il y a peu de doute que, si le programme de petite propriété nationale était mis en œuvre sur la base des principes suivis par la « Land Settlement Association », il irait loin dans la satisfaction des ambitions des travailleurs agricoles et la lutte contre la tentation

à laquelle ils son exposés d'abandonner l'agriculture et de chercher un autre emploi.

Nous avons beaucoup à faire en Angleterre pour que notre agriculture puisse fournir les produits alimentaires que nous avons besoin de tirer de notre sol à un prix raisonnable. Nous aurons à augmenter le niveau de production par homme, bien qu'il soit maintenant le plus élevé d'Europe ; à moderniser nos bâtiments de ferme; à améliorer grandement le logement des population rurales ; à étendre l'usage de l'électricité et les moyens d'adduction d'eau. Nous ne devons pas oublier l'extension et l'amélioration des moyens de développement d'une vie sociale active, gaie et variée. Hommes et femmes ont de nombreux besoins. Se borner à améliorer leur qualification technique pour gagner leur vie, c'est négliger de développer des capacités qui sont essentielles si l'on veut que toutes leurs facultés servent à leur activité économique et si l'on veut en faire des citoyens responsables, animés d'esprit public et désintéressés. Nous aurons à aménager les industries traditionnelles qui sont subordonnées à l'agriculture en y introduisant un matériel moderne et de meilleures méthodes de commerce. Enfin, il faudra donner aux hommes qui débutent aux échelons inférieurs de l'industrie agricole le moyen de devenir des producteurs pour leur propre compte tout en leur assurant, ainsi qu'à leur famille, un bon moven d'existence et une vie libre et variée.

A. C. RICHMOND.

Les tendances générales de l'évolution économique

En temps normaux, les discussions politiques portent principalement sur une série de questions qui constituent une source de divisions parce qu'elle concernent des problèmes de répartition économique au sein de la société. A la faveur de réformes radicales et accélérées, un problème plus général se glisse habituellement dans ces discussions : celui des forces qui déterminent les transformations sociales. La période de réformes dans laquelle nous vivons a éveillé chez les uns l'espoir de se ménager l'avenir et chez les autres la crainte de perdre le passé. Mais le désir est général de découvrir les grandes lignes de l'histoire sociale de notre temps. Peut-être pourra-t-on discerner une des tendances de l'histoire contemporaine en essayant de répondre à la question suivante : les besoins contemporains de réformes s'expliquent-ils par une transformation du monde, ou par une transformation de nos idées, sur la manière dont le monde doit être organisé?

Les actuelles réformes sociales possèdent peut-être des conceptions nouvelles, et notamment des idées sur le contrôle étatique, qui ont refoulé le libéralisme économique. Cette nouvelle orientation doctrinale est pourtant assez ancienne. Dans la seconde moitié du siècle dernier, les libéraux euxmêmes commencèrent à critiquer les principes du libéralisme économique. A partir du dernier quart du dix-neuvième siècle, il est impossible de trouver un seul économiste sérieux qui ait accepté la doctrine du laisser-faire, laisser passer.

Cette doctrine libérale est née à une époque où se réalisaient d'extraordinaires progrès économiques, des progrès qui semblaient faire reculer pas à pas la misère. Les injustices du pre-

mier âge de l'industrialisme semblaient tolérables, envisagées du point de vue du progrès. La misère ne pouvait pas ébranler sérieusement la confiance de gens qui vivaient dans la certitude qu'elle allait disparaître. L'entrepreneur, le savant et le colonisateur étaient les héros de cette époque. Le peuple pouvait les acclamer, parce qu'ils témoignaient d'une exceptionnelle énergie dans l'action, et qu'ils atteignaient des résultats précieux pour la société, dans les cadres de laquelle ils travaillaient. On considérait que l'initiative privée favorisait le talent et l'énergie. Contrairement à bien des compétitions sportives, la concurrence économique semblait non seulement garantir, à ses champions, une vie d'efforts et de gloire, mais encore dispenser, aux spectateurs, la force et la santé. On croyait que la guerre allait disparaître, lorsque le libre-échange aurait uni les nations par des intérêts communs. Les théoriciens du libéralisme, sous sa première forme, puisaient leur confiance dans une doctrine du progrès, qui leur permettait d'apercevoir, dans les résultats déjà atteints, le sommet de l'évolution jusque-là réalisée, et de discerner, à l'horizon, le règne de la parfaite félicité. Des esprits moins philosophiques pouvaient acquérir cette confiance sans le secours d'aucune doctrine. Le règne de la félicité apparaissait également proche à ceux qui voyaient seulement l'avenir déterminé par des facteurs déjà agissants, et qui ne faisaient que se représenter la continuation, dans cet avenir, de l'évolution contemporaine.

Mais il faut ajouter que les conceptions économiques des théoriciens libéraux reflétaient la structure sociale de leur époque. Ils pensaient que si la libre concurrence permettait au producteurs de vendre leurs marchandises sur des marchés ou les consommateurs étaient libres de choisir, alors les entrepreneurs réaliseraient le maximum de bénéfices, les facteurs de la production seraient le plus parfaitement mis au point et les besoins des consommateurs recevraient la satisfaction optima. La liberté apportait à la société le maximum d'utilité, l'harmonie était censé régner entre les intérêts privés et l'intérêt collectif. La critique philosophique de cette doctrine portait sur un point particulier : elle refusait d'admetre que le maximum d'utilité sociale fût une totalisation des expériences individuelles, faites par des entrepreneurs heureux, et des consommateurs satisfaits.

Les objections décisives formulées contre la doctrine libérale de l'harmonie furent cependant dictées par l'évolution

sociale. A cette époque où de petits entrepreneurs réussissaient, grâce à leur habileté, sans acquérir cependant une grande puissance économique, la libre concurrence apparaissait comme désirable, au point de vue social et humain. En régime de liberté des échanges, les négociations pacifiques, engagées dans l'intérêt réciproque des parties, semblaient avoir remplacé la violence, caractéristique d'une époque révolue. Les anciens libéraux dissertaient souvent sur la valeur du nouveau système pour la civilisation, sur son aptitude à créer des relations plus humaines, plus raisonnables entre les individus, et entre les peuples. La doctrine de l'harmonie disparut en même temps que la vie idyllique des entrepreneurs. Les immenses entreprises, souvent à tendance monopolisatrices, qui se développèrent vers la fin du dix-neuvième siècle, dissipèrent toute cette confiance. Les partisans de la liberté sont généralement les ennemis du pouvoir. En face des partisans de la liberté économique, se dressèrent de puissantes entreprises, qui avaient la possibilité d'exercer une tyrannie, et qui apparemment en profitèrent.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, se produisirent d'autres transformations, qui ne permirent plus de croire qu'on pourrait faire le bonheur de la société en permettant à l'individu de poursuivre la réalisation de ses propres intérêts. Jamais victoire doctrinale ne fut plus complète que celle gagnée par le libéralisme dans le domaine du commerce extérieur, vers le milieu du siècle. On peut dire que cette victoire s'est affirmée en 1846, dans des circonstances bien connues, lorsque Cobden fit aux Communes sont discours décisif sur le libre-échange. Le conservateur Robert Peel froissa les notes qu'il avait prises pour répondre à ce discours et, se penchant vers un de ses collègues, assis au banc du Gouvernement, il lui dit : « C'est à toi d'y répondre, je n'en ai pas la force ». Et pourtant, quelques décades s'étaient à peine écoulées, que déjà réapparaissait le protectionnisme, et que des réserves fondamentales venaient limiter le domaine d'application de la doctrine libre-échangiste. Le libre-échange n'avait pas fourni une base suffisante aux relations pacifiques entre les peuples. L'ère libre-échangiste fut abrégée par des conflits politiques internationaux. Mais les transformations économiques, c'est-àdire la chute séculaire des prix, la concurrence accrue entre les grosses industries, grevées de frais fixes trop élevés, contribuèrent à détruire cette partie de la doctrine optimiste.

L'évolution sociale des dernières décades du siècle éveillait

des doutes même quant aux possibilités de progrès économiques. Le troisième quart du siècle avait été marqué par une expansion économique, interrrompue seulement par deux crises, relativement brêves. A la grave dépression qui se produisit vers 1875, succédèrent vingt années de marasme économique. Bien que les courtes reprises qui se produisirent alors aient sauvé d'une ruine totale la foi au progrès, ce marasme contribua certainement à décourager le libéralisme économique.

Certes, le niveau moyen de vie des masses s'était élevé au cours de cette période. Pourtant, il apparut de toute évidence que des catégories importantes de la population étaient laissées en marge de ce progrès. Dans les grandes villes industrielles, une population prolétarisée se trouvait dans l'impossibilité de prendre sa part de l'augmentation de la production. C'est en 1889-1902 que parurent les enquêtes de Charles Booth sur les indigents de Londres : elles révélèrent notamment que 30 % environ de la population de cette ville vivait dans des conditions économiques considérées, à cette époque, comme inférieures à la « cote d'indigence ». Nul ne pouvait, en lisant ces rapports, conserver intacte sa foi en l'aptitude de l'homme libre, à comprendre et à défendre ses propres intérêts.

Dans les grands pays industriels, on avait déjà commencé à considérer le chômage comme un grave problème : c'est en 1888 qu'un auteur anglais employa, pour la première fois, le terme « unemployment ». Pour l'ancien libéralisme, ni le chômage chronique, ni le chômage périodique n'étaient particulièrement inquiétants. On avait compris depuis longtemps que l'essor d'une industrie et le recul d'une autre industrie exigeaient l'adaptation des travailleurs comme celle des entrepreneurs et que les oscillations de la situation économique générale devaient nécessairement entraîner des soucis « passagers ». Ce fut plus grave quand on commença à constater que, dans la plupart des industries, un certain chômage persistait, même pendant les bonnes périodes. Quand on eut étudié plus attentivement ce phénomène, dans les premières années de ce siècle, on put l'expliquer par une organisation insuffisante du marché du travail. Cette explication posait déjà un problème, puisqu'elle montrait qu'une économie libre, une économie dans laquelle le marché du travail n'était pas organisée, pouvait être dans l'impossibilité d'absorber, d'une manière continue, toute la main-d'œuvre disponible.

Le recul du vieux libéralisme économique, qui, chez les

économistes anglais les plus en vue, commença vers le milieu du dix-neuvième siècle, et s'accentua pendant le dernier quart de ce siècle, présentait un certain rapport avec ces transformations sociales. Les libéraux influents devinrent réformistes. C'est cette évolution qu'enregistrait Sir William Harcourt, quand il disait, vers 1890 : « We are all socialists now ». Mais ni Harcourt, qui peu après put traduire en actes cette opinion, en présentant un budget réformiste, ni ses amis, qui appartenaient à une nouvelle génération de savants, ne manifestaient 'leur socialisme en demandant une réglementation sociale étendue. Ils ne croyaient plus que l'économie libre pût donner le bonheur automatiquement à la société. Mais, selon eux, les réformes nécessaires étaient limitées, et d'autant plus limitées qu'elles devaient seulement débarasser la société des perturbations que les dérogations apportées aux principes libéraux étaient censées avoir causées. Malgré ce qui était arrivé, les néo-libéraux avaient conservé une bonne part de leur vieille confiance en l'évolution. Ce sont des paroles très significatives qu'Alfred Marshall, le grand économiste de la nouvelle génération, prononça en 1893, devant la Commission des Indigents : « Je considère tout le problème de l'indigence comme un mal passager sur la route du progrès de l'humanité; je ne voudrais pas voir se créer une institution qui ne contiendrait pas les causes de sa disparition, aussi rapide que celle des causes de l'indigence elle-même ».

Pendant le premier quart du vingtième siècle, subsistait une économie libre, assagie par certaines réformes telles que la législation protectrice du travail, les assurances sociales, le contrôle des monopoles et cet idéal de l'économie universitaire, le « socialisme municipal ». Les problèmes surgis vers la fin du siècle dernier s'affirmèrent plus encore au vingtième siècle. La concentration industrielle, les monopoles et les méthodes tapageuses de vente s'accentuèrent, la liberté du commerce extérieur subit de nouvelles restrictions, la dépression, qui succéda à la première guerre mondiale, fut encore plus grave que les précédentes, et lorsqu'elle eut été surmontée, il subsista, dans plusieurs pays industriels, un chômage résiduel assez considérable. Dans les grandes lignes, les crises furent vaincues, de nouvelles méthodes, destinées à atténuer les imperfections sociales, furent expérimentées, ou furent rendues politiquement possibles, grâce aux progrès démocratiques. Dans les moments d'inquiétude on se consola en pensant que l'économie libre pouvait provoquer une

augmentation de la production, et par la théorie de l'accroissement de trois pour cent. Quand vers 1925, la situation économique générale commença à s'améliorer, et que les blessures causées par la guerre semblèrent se cicatriser, l'optimisme renaquit. De nombreux économistes universitaires annoncèrent qu'il était maintenant possible de régler le problème de la situation économique générale, tout simplement grâce à une politique systématique des banques centrales, touchant le taux de l'intérêt.

La foi dans le système économique devait encore survivre à une crise. Un certain nombre de gens furent bien quelque peu perplexes quand, en automne 1939, l'économie mondiale se disloqua, mais presque tout le monde pensait qu'on surmonterait cette crise, comme les précédentes. J. M. Keynes, l'économiste anglais, qui avait hérité de la couronne de Marshall, écrivit en 1930-31, sur les problèmes de la dépression, quelques études, publiées dans les « Essays in Persuasion », et dans lequelles il invitait à la fois ses lecteurs à ne pas sous-estimer la gravité de la crise et à conserver leur confiance en l'avenir. « La machinerie économique comporte, écrivait-il, un défaut d'allumage, mais ce n'est pas une raison pour croire que les jours de l'automobile sont révolus et que l'humanité doit revenir aux temps des charrettes grincantes. La crise est un cauchemar qui s'évanouira avec le matin. A condition que les banques poursuivent une bonne politique de crédit, et que les pouvoirs publics interviennent provisoirement, en lançant un audacieux programme de dépenses, on atteindra à nouveau la route du progrès. Car les ressources de la nature et les capacités inventives des hommes n'ont pas diminué. Quand il s'agit de résoudre les problèmes matériels de la vie, la marche du progrès n'est pas moins rapide qu'avant. Nous avons toujours les mêmes possibilités de donner à chacun un niveau de vie élevé, et j'entends élevé en comparaison de celui qui existait, disons il y a vingt ans; et nous pourrons offrir bientôt un niveau de vie encore plus élevé ».

Ce fut, chose curieuse, lorsque la crise eut été surmontée, qu'on commença à douter de l'avenir économique. Impressionnés par le fait que, cette fois, dans plusieurs grands pays industriels, l'évolution qui avait marqué la fin de la dépression ne menait pas à la prospérité, les savants commencèrent à réviser leurs conceptions, quant aux possibilités de progrès économiques. J. M. Keynes, qui avait essayé, pendant les pha-

ses les plus graves de la crise, d'entretenir l'optimisme de ses lecteurs, était, cinq ans plus tard, prêt a renier les phrases que nous venons de citer.

Le réformisme contemporain constitue, en partie, une continuation des tendances des trois derniers quarts de siècle, dans la mesure où il s'attaque à des maux déjà anciens. Mais il est inspiré également par un motif qui n'existait pas auparavant. La nouvelle conception, adoptée pour ainsi dire par tous les économistes, et servant de base aux programmes d'après-guerre de nombreux gouvernements, n'adhère plus à l'économie libre, alors que cette adhésion était malgré tout commune à l'ancien et au nouveau libéralisme. On estime que le monde s'est transformé à tel point que le progrès ne peut se poursuivre que moyennant des réformes sociales radicales. Alors qu'auparavant on considérait la dépression et le chômage comme le résultat de « perturbations » dans une économie sociale tendant à occuper tous les travailleurs, on estime aujourd'hui que les progrès et les chiffres relativement bas du chômage avaient, dans le passé, des causes spécifiques qui, selon toute vraisemblance, ne persisteront pas. Les avis sont partagés sur le bien-fondé de ces prévisions, mais, pour la plupart des économistes, elles présentent assez de vraisemblance pour justifier une certaine inquiétude en face de l'avenir.



Les anciennes théories synthétiques essayaient d'expliquer le mécanisme même de la situation économique générale, c'est-à-dire le fait que la production industrielle n'avait cessé, depuis ses débuts, d'osciller entre des périodes favorables et défavorables. Le problème se trouva élargi par l'ouvrage de J. M. Keynes, paru en 1936 « The general Theory of Employment, Interest and Money ». Alors qu'auparavant on avait considéré que les oscillations se produisaient entre la prospérité et la dépression, entre des états d'emploi total de la main-d'œuvre et de chômage général, on entrevoyait maintenant comme possible une économie qui n'atteindrait jamais un niveau optimum et dans laquelle les bonnes périodes laisseraient toujours des forces productives inemployées et un chômage général résiduel.

La nouvelle doctrine démontrait comment, dans certaines conditions techniques et démographiques, étant donnée une certaine demande de marchandises et une certaine répartition des revenus, la relation entre les capitaux placés et la consommation détermine un certain niveau des revenus et de la main-d'œuvre employée, alors que l'absorption totale de la main-d'œuvre disponible reste seulement une des possibilités. Les développements théoriques de certains auteurs, surtout de J. M. Keynes et d'Alvin Hansen (Fiscal Policy and Business Cycles, paru en 1941) comportent un plan supérieur permettant de prédire l'avenir. Ces auteurs pensent qu'un changement des facteurs donnés influencera probablement la relation entre la somme des capitaux placés et la consommation, de telle sorte que l'économie tombera dans un état de demi-dépression. Ils raisonnent de la manière suivante.

Lors du triomphe de l'industrialisme, qui s'acheva en quelques décades vers 1930, les possibilités de placement étaient si grandes que, pendant toutes les périodes d'essor, toutes les épargnes disponibles se trouvèrent absorbées. Les périodes de résorption totale de la main-d'œuvre alternaient alors avec des dépressions faibles et de courte durée. On peut supposer que, dans la société contemporaine et future, caractérisée par des revenus élevés et par de nouvelles formes d'épargne, l'accumulation des capitaux épargnés devra se traduire par un accroissement des placements, si l'on veut mantenir le niveau de la production et de la main-d'œuvre employée. L'économie privée, appelée à fonctionner dans un monde déjà mis en valeur, et dont la population n'augmentera plus, ne semble pas pouvoir faire face à cet accroissement de placements. Un système de mesures politiques peut cependant sauver la situation. Notre économie peut être sortie de l'ornière et amenée à absorber toute la main-d'œuvre disponible, si, pour accroître les placements, d'une part on stimule autant que faire se pourra l'économie privée, si, d'autre part, on crée de vastes entreprises publiques, et enfin si l'on a recours, pour développer la consommation, à des subventions de caractère social et à une politique de nivellement des revenus.

Cette nouvelle économie présente, malgré tout, une ressemblance frappante avec la doctrine construite sur les principes classiques et qui, dans un domaine important, se trouve actuellement éliminée. Ricardo déjà avait construit sa théorie sur deux plans. Il étudiait la répartition économique dans des conditions données et offrait, en outre, un vaste tableau, fondé sur certaines transformations qui, vraisemblablement, devaient se produire dans les conditions données. Les prophéties ajoutent toujours aux recherches scientifiques un cer-

lain intérêt. On se penche impatiemment sur l'avenir, et alors on reconnaît en quoi les prophéties étaient erronées.

Même si les différences entre l'économie d'hier et celle de demain devaient se révéler moins grandes que les auteurs modernes ne les ont supposées, on peut avoir des raisons pratiques d'agir comme s'ils avaient raison. En effet, le pouvoir public doit se préparer à une politique tendant à corriger les fluctuations économiques générales, même si, dans l'avenir, les tendances dépressives devaient naître d'un état d'absorption totale de la main-d'œuvre. Il ne semble pas être beaucoup plus difficile d'élaborer un système officiel tendant à supprimer le chômage, non seulement dans les cas où cette suppression peut-être atteinte par le jeu spontané des forces économiques, mais aussi dans les cas où elle ne peut l'être que grace à une intervention des pouvoirs publics. Des raisons étrangères à la politique économique générale peuvent être invoquées pour justifier des mesures de nivellement des revenus. Les motifs anciens, s'inspirant de morale sociale, restent valables. Ainsi, en admettant, pour des raisons pratiques, qu'il faille se préparer à un avenir difficile, il est facile de justifier un examen approfondi des postulats utilisés par la nouvelle économie politique dans ses prévisions.

La nouvelle doctrine semble se fonder principalement sur la demi-dépression observée dans certains pays, tels que les Etats-Unis et la France, pendant la décade qui a précédé la seconde guerre mondiale. Les auteurs semblent supposer que cette nouvelle phase, si différente des précédentes, a commencé entre 1930 et 1940. Leurs prévisions de longue durée ne sont pour ainsi dire que la projection, dans l'avenir, des observations faites à cette époque dans certains pays. Si l'on a attaché une si grande importance au cas de l'Amérique, c'est aussi que le niveau général des revenus est, dans ce pays, plus élevé que dans aucun autre. On pense que dans les autres pays l'avenir sera marqué par une hausse des revenus et une baisse de la consommation. Il est certain que dans des pays tels que la Finlande, la Suède, la Norvège, après la dépression des années 1930-32, l'emploi de la main-d'œuvre avait atteint un niveau élevé et stable. On n'en a pas beaucoup parlé dans cet ordre d'idées. Il est naturellement possible de faire rentrer ces pays dans ces développements en rappelant qu'en raison de leur tardive industrialisation ils se trouvaient encore, à cette époque, à un stade « primitif » d'expansion économique.

On compare la situation nouvelle, c'est-à-dire celle de la dernière décade, dans certains pays, avec la phase du grand essor, qui prend place au siècle dernier. On a l'avantage de savoir qu'effectivement, pendant cette dernière phase, toute la main-d'œuvre disponible était absorbée. Peut-être est-il assez facile de trouver dans l'histoire des renseignements sur les inventions, l'esprit d'entreprise, la colonisation, les accroissements démographiques, renseignements de nature à appuyer la théorie en question, dans ses considérations touchant au degré d'emploi de la main-d'œuvre. Si, malgré l'insuffisance des preuves fournies, on admet que, quant aux facteurs de nature à agir sur l'emploi de la main-d'œuvre, l'époque où triompha l'industrialisme était différente de la période de 1930-40 en Amérique, il reste encore à résoudre une question de la plus haute importance. Cette dernière période ne fut elle pas différente de la précédente, encore à un autre point de vue, également très important, quant à l'emploi de la main-

La situation était, en effet, différente, et sur un point important. L'économie américaine fonctionnait, non seulement dans un monde économiquement désorganisé et inquiet, mais aussi dans un pays traversant une grave crise de politique intérieure. Si séduisantes que paraissent en deça de l'Atlantique les mesures de contrôle social prises par le Gouvernement Roosevelt, ce dernier était l'objet de la plus extrême désiance, de la part des entrepreneurs américains. Les transformations sociales qui se produisirent entre 1930 et 1940, en Amérique comme en France, provoquèrent chez les entrepreneurs des deux pays une véritable crise de confiance. Rien de tout cela n'est bien nouveau : l'inquiétude internationale et la tension des relations sociales en Amérique, comme dans d'autres pays, sont des traits bien connus de l'histoire des années 1930-40. Dans l'ouvrage d'Alvin Hansen, qui plus que tout autre, essaie de vérifier la nouvelle théorie à la lumière de l'histoire contemporaine, l'inquiétude internationale qui caractérise cette époque est mentionnée en une phrase : « Le monde d'aujourd'hui comporte, abstraction faite de la guerre, un grand facteur de risque ». Il traite le bouleversement social, qui se produit dans son pays, en quelques phrases moralisatrices, qui reviennent à dire que les entrepreneurs américains devraient bien apprendre l'art difficile de s'adapter à la société.

Cette nouvelle doctrine économique peut être juste, en ce

sens que ses conceptions sont correctement pensées, et qu'elle se compose d'éléments exacts. Sa conception des facteurs essentiels du mécanisme de la situation économique générale explique beaucoup de faits, jusque-là obscurs. Mais, en s'efforcant d'élucider les causes du bas niveau des placements dans certains pays, elle s'est bornée à considérer certains facteurs centraux : stagnation de l'agriculture, de la technique, et du chiffre de la population, facteurs qui ont peut-être exercé une certaine action, mais elle en a considéré un autre, d'importance analogue, et duscutée, à savoir les grands risques courus par les entreprises, en période d'inquiétude internationale et sociale. Il semble que l'oubli, par ces économistes, des soucis politiques de la dernière décade, ait influencé leurs conceptions spécifiquement économiques de l'avenir. S'ils avaient attribué plus d'importance aux facteurs politiques, ils n'auraient pas considéré les années 1930-40 comme la première phase d'une nouvelle époque économique. Ils nous auraient montré un état futur, susceptible de se réaliser, et non une époque déjà commencée.

Les raisons invoquées, pour expliquer l'insuffisance, dans l'avenir immédiat, des capitaux investis dans l'économie privée, ne sont pas toutes convaincantes. La plus forte, certainement, est celle de la stagnation démographique. Nous avons pu remarquer, au cours de ces dernières années, la part immense que le bâtiment prend dans la somme globale de ces placements. Mais, à cet égard, un autre facteur agit en sens inverse : une population dont le chiffre reste constant a encore besoin d'une amélioration de ses conditions de vie. Il est exact qu'envisagés à longue échéance, les besoins humains de richesses matérielles soient limités, et ce fait vient à son tour limiter les besoins de capitaux. Adam Smith envirageait, en 1776, une saturation de certains besoins, mais d'autres, au contraire, lui paraissaient illimités. Il écrivit cette phrase, que Ricardo devait, quarante ans plus tard, citer en y apportant son entière adhésion : « tous les besoins humains de nourriture sont limités par les faibles dimensions de l'estomac, mais il semble qu'il n'y ait pas de limites fixes au désir d'avoir de belles et confortables maisons, des vêtements, des équipages et des meubles ». Personne n'exprimerait aujourd'hui si catégoriquement le caractère illimité des besoins. Il est possible qu'un jour les hommes aient tant de confort matériel qu'un accroissement de ce dernier leur sera un ennui plus qu'un plasir. Mais ce n'est pas en constatant les conditions inférieures, auxquelles sont réduites d'importantes catégories de la population, même dans les pays les plus riches, que nous pouvons croire que cet avenir soit proche.

On a beaucoup écrit, dans les pays anglo-saxons et nordiques, au sujet des grandes « réserves de consommation », c'est-à-dire des besoins matériels encore insatisfaits de grandes parties de la population. Ces réserves sont certainement encore plus vastes, dans les pays où rien n'a encore été écrit à ce sujet. On se demande vraiment pourquoi ces besoins ne donneraient pas lieu, dans l'avenir comme dans le passé, à une expansion économique, si les classes sociale, attardées à ce point de vue, versent leurs revenus toujours accrus à la consommation, au lieu de les réserver à l'épargne. On peut prévoir un facteur antagoniste à ce phénomène. Les réserves de consommation sont probablement maxima dans le secteur agraire de l'économie moderne. On peut craindre que le passage de la population des campagnes au secteur industriel ne se ralentisse dans l'avenir, en raison de la diminution de la demande de travail dans une industrie rationalisée, ou en raison d'une politique agraire conservatrice. On peut donc imaginer qu'au sein de la population industrielle, les revenus augmentent, les besoins de consommation soient limités, donc que les réserves de main-d'œuvre soient incomplètement absorbées et qu'en même temps la population agricole du même pays garde ses besoins insatisfaits.

Les auteurs dont nous venons de parler considèrent la stagnation technique des années 1930-40 comme un important facteur de dépression, et leur vision d'avenir reflète leurs doutes, quant aux possibilités de progrès techniques. Alvin Hansen parle avec nostalgie de la période d'essor de l'industrialisme, alors que l'industrie progressait « by gigantic leaps and bounds ». Que les industries cessent de croître, la situation devient inquiétante, écrit-il.

« Quand les industries géantes ne peuvent plus se développer, il faut peut-être longtemps pour que d'autres apparaissent. Et en fait rien n'est apparu au cours de la dernière décade... Spiethoff avait raison, lorsqu'il affirmait qu'un vigoureux essor économique ne naît pas spontanément de la dépression économique qui l'a précédé. Certes, le besoin, de plus en plus pressant, de remplacer le capital usé, entraîne, tôt ou tard, une certaine reprise. Mais pour qu'un véritable essor se produise, il faut plus que l'épuisement des moyens de liquidation. Il faut de nouveaux et importants placement de capitaux, qui ne sont rendus possibles que par l'apparition de nouvelles grandes industries, et l'application de nouvelles méthodes techniques ».

Depuis le début de la période industrialiste, la courbe d'ensemble des placements de capitaux est, sans aucun doute, la combinaison des courbes particulières des différentes industries, courbes d'abord ascendantes, puis stationnaires, enfin descendantes. Le triomphe de l'industrialisme s'est réalisé par une série d'élans particuliers dans les différents secteurs de l'économie. La production s'est trouvée poussée en avant, par coups successifs, comme une patinette. Avant la crise de 1929, l'essor a pris sa source dans la force expansive des industries fondées sur le moteur à combustion interne. La question est maintenant de savoir si les difficultés des années 1930-40 ont quelque rapport, comme le supposent Alvin Hansen et moins catégoriquement J. M. Keynes, avec un ralentissement des progrès techniques.

Rien ne le laisse supposer. L'analyse statistique de la production, effectuée par le géographe suédois Ivar Högbom, nous amène à des conclusions inverses. En 1923, commence une période de sept ans, pendant laquelle la production mondiale de la plupart des produits minéraux se rattache à la tendance d'avant-guerre. Pour l'aluminium, le trend, c'esta-dire la courbe d'accroissement moyen, commence dès le début de la décade suivante à s'élever rapidement, montrant ainsi qu'on se trouvait dans une phase initiale, et que l'état de saturation était encore éloigné dans l'avenir. La production d'autres matières premières importantes, telles que la soie artificielle, et la laine artificielle, se trouvait encore, entre 1930 et 1940, dans une « phase initiale '» de développement.

Les derniers perfectionnements techniques ont donné à certaines fibres nouvelles des qualités susceptibles de provoquer un essor rapide des industries textiles et de la confection. Du moins les femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, semblent-elles avoir, à l'égard de ces produits industriels, ces capacités illimitées de consommation dont parlait jadis Adam Smith. D'immenses progrès ont également été réalisés, au cours de ces dernières années, dans le domaine des matières premières synthétiques, analogues au celluloïde et à la bakélite, que nous connaissions déjà. Avec les pâtes synthétiques, produits à partir de la cellulose, du goudron de houille, du pétrole, de la caséine, du carbure, on fabrique déjà un grand nombre de marchandises d'usage quotidien : accessoires élec-

triques, accessoires pour bureau et pour automobiles, ustensiles de ménage, articles de décoration. On peut également les utiliser, et on les utilise effectivement, pour fabriquer des fuselages d'avion, des carrosseries d'automobiles et des meubles. Tout indique que les pâtes artificielles seront, dans l'avenir, le grand produit industriel. Mais alors, dans ce cas l'industrie chimique va offrir d'importants débouchés aux capitaux en quête de placement. Il est évident que les industries que se sont développées autour du moteur à combustion interne n'ont pas atteint un stade de stagnation. Dans la plupart des pays, l'automobile reste un produit de luxe et l'aviation civile n'a pas dépassé le stade du début.

Les experts se sont exprimés diversement sur les possibilités industrielles, ouvertes par les recherches atomiques. Le physicien suédois Siegbahn a déclaré, d'une manière assez vague, que le moment viendrait où l'énergie atomique sera captée et utilisée. « Nous sommes certainement à la veille d'une révolution, dont les conséquences éclipseront celles de la vapeur et de l'électricité ».

Pour pouvoir apprécier les perspectives d'expansion industrielle, rappelons que l'industrialisme ne touche encore qu'une faible partie de l'humanité. Avant cette dernière guerre, l'Europe avait environ 27 % de la population mondiale et 46 % de la capacité industrielle, les Etats-Unis 6 % de la population, et 44 % de la capacité industrielle, ainsi au total un tiers de la population du globe et 90 % de sa capacité de production industrielle. L'Asie, qui comprend la moitié de la population mondiale, et dispose d'immenses ressources de matières premières, n'avait que 7 % de la capacité totale de production industrielle. Ce simple fait ouvre d'immenses perspectives, car le climat asiatique n'offre pas, à l'industrialisation, d'obstacles insurmontables.

On peut donc indiquer toute une série de facteurs économiques et techniques, susceptibles de favoriser dans l'avenir l'expansion industrielle. Pour cela, il faut seulement le rétablissement de l'état politique qui régnait aux temps du triomphe de l'industrialisme : la paix et la liberté des routes commerciale. Mais, par ailleurs, il subsiste un risque manifeste : on peut craindre que certaines forces qui, jusqu'à présent, ont favorisé le progrès, aillent en s'affaiblissant.

Torsten GAARLUND.

L'Industrie britannique du charbon

« Si le charbon est malade, aucune industrie ne peut être saine », écrivait récemment le Times. La France semble partager cette opinion puisqu'elle cherche avec raison à accroître la production de ses propres mines et à obtenir une part plus grande de la production des mines de la Ruhr. Quant à l'Angleterre, il est bien certain qu'elle ne pourrait maintenir ni son standard de vie, ni ses services sociaux, ni même sa structure économique sans une production massive de charbon. On a extrait le charbon en Angleterre pendant des siècles, mais ce n'est que depuis 1769 que la possibilité de fabriquer du fer en utilisant le charbon et le minerai de fer, et la proximité remarquable de l'un et de l'autre au nord-est du Pays de Galles, en Staffordshire, Shropshire, Derbyshire et à l'ouest du Yorkshire et de l'Ecosse, ont donné naissance à la fois à notre industrie lourde et aux premières concentrations de populations industrielles. Peu après naquit « le siècle de la vapeur ».

La Grande-Bretagne a été le premier pays industriel. Elle a exporté tout de suite des produits manufacturés et une seule matière première : le charbon. Mais il n'est pas toujours bon d'être le premier à pratiquer une industrie vitale : les concurrents étrangers ne tardent pas à surgir avec des méthodes améliorées grâce à l'expérience des pionniers.

La production anglaise de charbon a culminé en 1913 et en 1923 avec 287 millions de tonnes environ. Mais la fin de la première guerre mondiale fut aussi celle de la prospérité des industries lourdes utilisant d'énormes quantités de charbon. Lorsque les industries légères naquirent, l'Angleterre perdit beaucoup de ses marchés extérieurs, surtout après 1925 en raison de la concurrence de la houille blanche, du mazout et de l'effort des pays miniers plus modernes et désireux d'exporter. Par malheur, cette concurrence se produisit sur un marché rétréci et on assista à la première grande crise commerciale qui toucha surtout la région exportatrice du Northumberland, du Durham et du Pays de Galles du sud. Enfin, le rendement par mineur n'était plus que les 9/10° du rendement de 1913. Les prix étaient élevés et les profits bas. Comment résoudre la crise ?

Selon les employeurs, il fallait baisser le prix de revient pour élargir les demandes exportatrices et nationales, et comme les salaires constituaient 71 % des dépenses c'est eux, assurait-on, qu'il importait de réduire. C'est de cette volonté que naquit la grêve des mineurs. Elle éclata dans une industrie en déclin et contribua à aggraver une situation que la dépression mondiale ne tarda pas à rendre critique. On perdait des marchés extérieurs de plus en plus nombreux, la production devenait excédentaire, les salaires baissaient, le nombre des heures de travail augmentait (tout au moins jusqu'en 1930). Le chômage en masse survint, la désaffection des mineurs pour leur métier se généralisa et beaucoup d'entre eux, surtout parmi les jeunes, changèrent de profession. L'âge moyen des mineurs augmentait, peu de capitaux s'investissaient dans l'industrie du charbon qui, dans son ensemble, devenait de plus en plus surannée au regard de celle des autres pays Européens et des Etats-Unis. En dépit d'un certain développement de la mécanisation des exploitations, la productivité n'augmenta, entre 1926 et 1936, que de 14 %, contre 118 % en Hollande, 81 % dans la Ruhr, 54 % en Pologne. La crise commerciale devenait une crise technique de l'industrie et une crise psychologique de la profession.

L'Acte de 1930 fut le premier effort de réorganisation sur le plan national. Il proposait l'augmentation du prix du charbon et des salaires grâce à une limitation de la concurrence. C'était là une méthode fâcheuse pour une industrie de base et pour une industrie exportatrice. Un Conseil national des propriétaires fixa la production maxima par région et la part de chacune d'elle dans l'ensemble des exportations. Au degré inférieur, les Conseils locaux arrêtèrent la production maxima de chaque puits et les prix minima.

Dans sa deuxième partie, l'Acte institua une commission chargée de grouper les petites mines et de fermer celles dont la productivité était jugée insuffisante. On touchait là à l'une des tares de l'industrie charbonnière anglaise : la multiplicité des puits à faible rendement.

Au total, c'est un système de demi-monopole, non assuré d'un contrôle public effectif, qui était ainsi instauré dans une industrie extrêmement individualiste. Ce système ne résolvait ni la crise psychologique des mineurs ni la crise technique, car le mouvement de concentration était insignifiant. L'Acte de 1938 s'efforçait de l'encourager mais son succès fut des plus relatif du fait peut-être de la guerre et de la nécessité où on se trouvait d'obtenir une production aussi élevée que possible.

Les Commissions d'enquête de 1919 (Sankey) et de 1925 (Samuel) avaient proposé la nationalisation des droits de propriété du sous-sol. L'Etat les acheta effectivement à partir du 1^{er} juillet 1942 pour une somme de 66,4 millions de Livres sterling (1). Mais les défauts des anciennes concessions subsistèrent, elles restèrent trop petites, mal équipées, et les sommes reçues ne furent jamais utilisées pour subventionner les frais d'évacuation des eaux.

L'année 1941 fut remplie de décisions graves concernant l'industrie charbonnière. Les exportations cessèrent totalement et les mineurs furent partiellement mobilisés. Les compagnies exportatrices furent indemnisées au moyen de subventions financières par des droits prélevés sur l'ensemble de la production. Un système analogue de « levy » fut organisé pour financer les augmentations de salaires consenties pendant la guerre et garantir des profits minima. Les droits percus sur chaque tonne produite constituaient une lourde charge qui portait sur les producteurs les plus importants et les plus efficaces en faveur des producteurs économiquement les moins intéressants. Ainsi s'accentuait la rigidité de la structure de notre industrie dont les prix n'étaient plus concurrentiels et dont l'équipement devenait-de plus en plus suranné, particulièrement en ce qui concerne les transports souterrains, les installations de surface, et les habitations des mineurs.

Quant à la mobilisation, elle touchait les hommes de 17 ans et 8 mois à 55 ans et les femmes de 18 à 50 ans. Cette mesure, sans doute nécessaire, s'avéra lourde de conséquences car beaucoup de mineurs n'ont pas rejoint les mines et l'âge moyen de la profession s'est encore élevé.

En 1943, la pénurie de mineurs força M. Bevin à contrain-

⁽¹⁾ En vertu de l'Acte de 1938 qui prévoit l'achat des droits de propriété du sous-sol et la création d'une Commission chargée de fixer le prix de compensation.

dre au travail dans les mines 1/10° des conscrits du sexe masculin. Une option fut donnée aux « Bevin Boys » ou « ballottees », qui purent choisir de travailler dans les mines plutôt que de rallier l'armée. Ainsi furent recrutés 32.000 travailleurs temporaires, moins enthousiastes encore que leurs prédécesseurs, et qui se livraient partout où ils se trouvaient à une vaste propagande contre la profession.

Pendant ce temps les demandes de charbon devenaient de plus en plus considérables : la guerre avait besoin de charbon pour les bateaux, pour les munitions, pour la fabrication de l'essence synthétique.

Néanmoins, tandis que les prix et les salaires passaient du simple au double, la production diminuait de 55 millions de tonnes.

D'autre part, la guerre aggravait encore les difficultés techniques; il devenait presque impossible d'obtenir des machines, autrement que par le « Prêt-Bail ». Les couches les plus accessibles étaient seules exploitées. Les impôts de plus en plus élevés et le rationnement alimentaire portaient à 10 % l'absentéïsme justifié et à 16 % l'absentéïsme total. Ajoutons qu'il n'est pas alloué aux mineurs de rations alimentaires supplémentaires et qu'ils sont, aujourd'hui encore, moins rémunérés que les femmes des forces auxiliaires.

La seule technique nouvelle est l'exploitation à ciel ouvert de certains gisements, reprise en 1942; mais les 8 millions de tonnes annuelles ainsi obtenues sont loin de contrebalancer la diminution de l'extraction dans les exploitations souterraines. En outre, la qualité du charbon est fort mauvaise.

La situation est donc critique. Le nombre total des travailleurs est de 710.200 (dont 641.600 travaillent effectivement), soit moins des 2/3 de l'effectif de 1913. La production totale est donc d'environ 175 millions de tonnes, soit également moins des 2/3 de la production de 1913. En outre, elle a tendance à baisser constamment tandis qu'elle augmente en France et dans d'autre pays. Nous avons besoin de 10 à 15 millions de tonnes par an de plus pour notre industrie et de 5 millions de tonnes pour nos besoins domestiques, et la production du charbon de soute et d'exportation devrait être de l'ordre d'au moins 40 millions de tonnes. L'insuffisance totale minima est donc de 55 millions de tonnes dans une industrie de base qui alimente notre vie économique et commerciale et qui est notre véritable sang économique.

Si nous examinons les différentes régions charbonnières, nous faisons des constatations aussi peu encourageantes. En Ecosse, la production totale est tombée de 41 millions de tonnes en 1910 à 31 millions en 1921 et à 21 millions en 1945. En Lanarkshire et Sterlingshire, à l'est de Glasgow, la perte annuelle est de l'ordre d'un million de tonnes. La cause du mal est ici l'épuisement des couches et le danger d'inondation des vieilles mines fermées depuis plusieurs dizaines d'années.

En revanche, l'avenir paraît plus favorable dans les autres bassins d'Ecosse et l'on se propose de diriger la population minière et les industries vers des régions charbonnières telles que l'Ayrshire, près de la mer, ainsi que vers les régions situées à l'est d'Edimbourg. Nous avons besoin de nouvellles grandes mines et, en attendant qu'elles puissent produire, il est urgent de grouper les meilleures de celles qui sont en activité et d'augmenter la population des mineurs d'environ 34.000 unités.

Le pays de Galles du sud a beaucoup souffert du déclin de la navigation à vapeur (ses charbons de soute constituaient en effet la moitié de sa production) ainsi que de la concurrence du pétrole et de la houille blanche. Il importe ici d'augmenter la main-d'œuvre, d'installer des facilités modernes de transport, de rénover l'outillage, les machines et les habitations. N'estil pas alarmant de constater qu'il y a actuellement, dans cette région, 20.000 chômeurs, soit un dixième de la population active totale ? La plupart de ces chômeurs sont d'anciens mineurs qui refusent de retourner dans les mines.

Au nord-est, dans le Northumberland, la quasi-totalité du charbon est abattue mécaniquement par havage, mais la productivité n'en est pas moins médiocre en raison de l'absence de facilités de transport, tant pour les mineurs que pour le charbon.

Toutefois, les réserves sont abondantes et, quoique de qualité médiocre, pourraient prendre sur le marché la place des charbons écossais presque épuisés.

En Durham, les charbons à coke dont les gisements sont situés à l'ouest de la région de Bishop Auckland seront épuisés dans 70 ans. En maints endroits, des piliers de charbon ont été laissés en place pour maintenir les terrains, et le danger d'inondation de puits anciens en interdit l'accès. De ce fait, des réserves importantes sont stérilisées. L'amélioration des mines et l'installation d'un équipement technique

moderne dans les régions de l'est et du sud du Durham devraient être poussées pour compenser les difficultés d'exploitation de la région de l'ouest. Comme en pays de Galles, les exportations sont à peu près nulles.

La plus belle région houillère anglaise est celle du Yorkshire, Derbyshire et Nottinghamshire. Les couches y sont épaisses et pas trop inclinées et les failles moins nombreuses. Certes, le nombre des mineurs et le volume de la production ont diminué, mais la part de la région dans la production nationale augmente constamment et la productivité est élevée. Le problème principal est encore de trouver une main-d'œuvre suffisante, de prévenir les inondations de la vallée de la Trent et de construire des habitations convenables. La meilleure région est celle de l'est où les couches, proches de la mer, sont faciles à atteindre, mais sont plus profondes et plus minces.

Dans les régions du centre dites Midlands, la structure est compliquée par des failles qui séparent les diverses régions et les morcellent. Les couches sont inégales et l'on y trouve les plus épaisses et les plus minces qui soient exploitées en Angleterre. La qualité des charbons est variable mais jamais très bonne. Le problème est toujours celui de la main-d'œuvre.

Au nord-est, la région du Cumberland est limitée par des failles et par la mer. Il y a quelques grandes mines dont la production et la qualité sont bonnes. Ce sont les couches situées au sud et au-dessous du niveau de la mer qui, dans le proche avenir, seront les plus importantes. Les couches situées sous la mer sont exploitées sur une longueur de 9 km. au sud et de 5 km. au nord.

Dans le sud, les régions du Lancashire et Cheshire ont toujours été coûteuses à exploiter. Les couches sont plus profondes, plus faillées et plus disloquées que partout ailleurs en Angleterre. Les mines sont vieilles et mal équipées. Pour contrebalancer le déclin de la partie septentrionale de cette région, on va tenter d'exploiter de nouveaux puits à l'ouest de Manchester, mais le fonçage et l'extraction en seront des plus onéreux : ils sont situés à 1.200 m. de profondeur et des dislocations géologiques rendent la mécanisation fort difficile.

La région du Kent est la plus récemment exploitée. Le charbon y a été découvert en 1890, à la suite de sondages effectués pour la construction du tunnel sous la Manche et qui furent stupidement interrompus en 1883. La première année de production fut 1913. Le charbon est très proche de la mer dans la région de Douvres, mais il est difficile à extraire à cause de la profondeur des gisements et en raison de l'eau contenue dans les couches crayeuses supérieures. Quatre puits très bien équipés sont en activité et quoique l'un d'entre eux ait été abimé par les Allemands, la production pourrait être triplée facilement.

En résumé, les régions d'avenir sont celles du Yorkshire, Derbyshire et Nottinghamshire et, loin derrière celles-ci, la région de Kent. Toutes les autres ne pourront être sauvées que par l'emploi de moyens puissants et immédiats.

Dans l'ensemble, la crise vient moins de la nature que de la technique. En 1944, le Comité Reid, composé d'ingénieurs et de directeurs des Compagnies minières, a étudié à fond le problème technique. Le rapport du Comité est littéralement devenu la bible du gouvernement actuel. Il conclut « qu'une réorganisation technique fondamentale est essentielle et possible ».

Au total, il existe 1.700 puits et 850 Compagnies et qui n'ont effectué aucun progrès en matière de concentration. Beaucoup de puits sont très petits et datent de plus de 80 ans. Sur les 850 Compagnies, 700 produisent 25 % de la production totale, tandis que 50 % de celle-ci est le fait de 25 grandes Compagnies. Il importe donc de fermer d'urgence les petits puits, mais comme le fonçage et l'aménagement de nouveaux puits demandent environ six ans, la tendance est toujours de continuer à exploiter ceux qui existent. Diverses concessions sont d'ores et déjà nationalisées, mais leur exploitation est entravée par des règles futiles et l'absence de moyens financiers. En outre, les propriétaires sont souvent d'idées rétrogrades.

En ce qui concerne les modifications à apporter à la technique d'exploitation, le Comité s'est déclaré partisan de la méthode du « long wall retreating » et de l'utilisation de galeries larges, horizontales, bien éclairées, et a recommandé l'utilisation de l'électricité à la place de la vapeur ou de l'air comprimé. La mécanisation ne pourra jamais être poussée comme dans les mines américaines, en raison des difficultés géologiques de toutes sortes (failles, faible épaisseur des couches, forte pente) qui posent des problèmes tout à fait spécifiques. Certes, l'emploi de haveuses actionnées mécaniquement a été considérablement accru, mais les moyens de transport restent insuffisants et la main-d'œuvres est mal distribuée. Tandis que pour un homme au transport, nous avons un mineur au front de taille, les Américains en ont trois.

A la surface, les machines pour laver, calibrer et trier le charbon, sont insuffisantes en nombre et en qualité. C'est ce qui explique que l'Angleterre n'ait pas de standards nationaux de grandeur et de qualité.

Quant aux mineurs, leur esprit, depuis la grève de 1926, a toujours été mauvais, ce qui est d'autant plus compréhensible que les conditions économiques et sociales n'ont jamais cessé d'être déplorables. L'auteur de ces lignes a eu l'occasion, en 1937, de s'entretenir avec un mineur en chômage, du pays de Galles du Sud, à Merthir Tydvil, qui, en onze ans, n'avait pu travailler plus d'un jour et demi. Un autre mineur de la même région n'avait jamais travaillé depuis 25 ans qu'il était sorti de l'école. Les meilleurs et les plus déterminés d'entre ces hommes ont quitté le pays et ni eux ni leurs fils n'entreront plus jamais dans les mines. L'Angleterre a un besoin immédiat de 40.000 jeunes mineurs, mais il ne pourra être satisfait qu'une fois résolu le problème de l'habitation. Les demeures, très insuffisantes en nombre, qui existent actuellement, sont, la plupart du temps, dépourvues de gaz, d'électricité, d'eau et de toute organisation sanitaire intérieure. Il faudrait construire des cités-jardins comme celles du Nord de la France, susceptibles d'abriter une population non exclusivement composée des familles de ceux qui travaillent dans les mines.

Il faudrait, en outre, abaisser le taux des accidents qui sont, les statistiques le prouvent, beaucoup trop élevés. De même, il importe de diffuser l'enseignement technique qui n'a jamais existé en Angleterre et éveiller, grâce à lui, l'intérêt du mineur à son métier. Sur ces questions, le Comité Reid préconise la collaboration intime de la main-d'œuvre et de la direction.

Sur la question cruciale de la nationalisation, le Comité Reid a estimé qu'un plan national était indispensable à la direction et au développement de l'industrie. La Chambre de Commerce a approuvé récemment le Bill de nationalisation des mines. Celui-ci prévoit la création du « National Coal Board » qui doit pourvoir à la production du charbon, au développement de l'industrie, à la vente au prix fixé par lui et à l'amélioration du sort matériel des mineurs. Le National Coal Board est composé de 9 membres choisis par les ministres sans préoccupation de représentation des régions minières, ni des intérêts organisés. Ses membres seront eclusivement choisis parmi les hommes que désignent leurs com-

pétences techniques, commerciales, financières, administratives ou syndicales. Il s'agit donc d'un comité de techniciens. Ce système est donc fort éloigné du système français dans lequel les 18 membres des Charbonnages de France représentent l'Etat, les consommateurs et les syndicats.

Le National Coal Board sera organisé comme une corporation commerciale, totalement indépendante des administrations, sauf en ce qui concerne les plans d'organisation. Notons qu'on a fait remarquer que les pouvoirs du ministre n'étaient pas définis avec précision.

Outre cet organisme, seront créés deux Conseils représentant les consommateurs, industriels ou domestiques, ayant pour fonction d'étudier les questions de prix, de qualité, etc.

Le National Coal Board prendra possession des mines, de leur outillage, et de tout ce qui est nécessaire à l'extraction et à la vente du charbon. Les autres biens des compagnies minières pourront être concédés à l'Etat.

L'indemnisation sera fixée par deux magistrats des cours suprêmes et un expert-comptable selon une formule qui tien-dra compte des revenus annuels qu'auraient rapportés les mines si elles n'avaient pas été nationalisées et si elles avaient été vendues en bloc à l'amiable. Un comité spécial répartira la somme globale entre les régions et des conseils régionaux les sous-répartiront aux entreprises privées. Ces formules, d'ores et déjà agréées par le Gouvernement et par les patrons, sont de même nature que celles utilisées en 1938 par le Gouvernement conservateur pour le rachat des droits de propriété du sous-sol.

Les paiements seront effectués au moyen de titres d'Etat que les compagnies minières ne pourront pas vendre. Cette disposition a fait l'objet de vives critiques au Parlement.

Pour financer le rééquipement des vieilles mines et le développement des nouvelles et pour concentrer la production, on a prévu 150 millions de livres sterling pour les cinq prochaines années, chiffre auquel s'ajouteront 10 millions de livres sterling obtenus par des emprunts.

La nationalisation doit être l'agent d'une amélioration générale de l'équipement d'après un plan élaboré à l'échelle de la Nation et devrait, par voie de conséquence, améliorer la situation matérielle et l'état d'esprit des mineurs. Il faudra faire face à tous les besoins que nous avons signalés au cours de cet exposé et on ne doit pas perdre de vue que la nouvelle administration reste à construire entièrement.